

Les études sur les domaines turc, kurde et ottoman en France

Les études sur les domaines turc, kurde et ottoman en France

Cahier
du GIS N°5

Élise Massicard,
Alexandre
Toumarkine,
Julien Boucly

GIS Moyen-Orient
et Mondes
Musulmans

Septembre 2022

INTRODUCTION 008

**[I] LES DÉFIS DE LA
FORMATION FACE À
L'AUGMENTATION ET LA
DIVERSIFICATION DE LA
DEMANDE** 012

**A L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES:
UNE OFFRE LOCALISÉE ET AVEC DES
LACUNES** 014

**Focus N°1 L'enseignement de la langue turque
au niveau secondaire** 018

**B DES CURSUS CONFRONTÉS À UNE
FORTE DEMANDE ET À DES PUBLICS
DIVERSIFIÉS** 020

**Focus N°2 Une croissance et une évolution des
mobilités étudiantes de Turquie** 023

**C L'ENJEU DE L'ARTICULATION DISCIPLINE /
SPÉCIALISATION ARÉALE** 032

**D UNE FORMATION À LA RECHERCHE
DYNAMIQUE MAIS CONFRONTÉE
À DES DIFFICULTÉS** 033

**Focus N°3 Une augmentation des recrutements
dans certaines disciplines** 038

[II]	UNE RECHERCHE INÉGALEMENT DYNAMIQUE, PARFOIS EN DÉCALAGE AVEC L'INTERNATIONAL	042
A	DES DÉSÉQUILIBRES ENTRE OBJETS DE RECHERCHE, DISCIPLINES ET THÉMATIQUES	044
B	UNE RECHERCHE SUR PROJETS DYNA- MIQUE MAIS ORIENTÉE PRIORITAIREMENT SUR LE CONTEMPORAIN	048
C	UNE INTERNATIONALISATION INÉGALE	052
D	UN BILAN DE DIFFUSION CONTRASTÉ	056
E	DES CONDITIONS DE TRAVAIL CONTRASTÉES ET ÉVOLUTIVES EN FRANCE ET EN TURQUIE	058
[III]	PROPOSITIONS	064
	COLOPHON	068

Institutions membres du Groupement d'intérêt scientifique Moyen-Orient et mondes musulmans

- CNRS
- Collège de France
- EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales)
- EPHE (École Pratique des Hautes Études)
- ENS Lyon
- FMSH (Fondation Maison des Sciences de l'Homme)
- IFAO (Institut Français d'Archéologie Orientale)
- INALCO
- INHA (Institut National d'Histoire de l'Art)
- IRD (Institut de Recherche pour le Développement)
- Aix-Marseille Université
- Université Paris I Panthéon-Sorbonne
- Université Sorbonne Nouvelle
- Sorbonne université
- Université de Paris
- Université Paris-Nanterre
- Université Lumière Lyon 2
- Université Lyon III Jean Moulin
- Université Paris Dauphine — PSL
- Sciences Po Aix
- Sciences Po Grenoble
- Sciences Po Lyon
- Sciences Po Paris
- Université de Tours
- Université de Strasbourg

Le Groupement d'intérêt scientifique Moyen-Orient et mondes musulmans

Créé par le CNRS au 1^{er} janvier 2013, le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Moyen-Orient et mondes musulmans a vocation à fédérer l'ensemble des équipes de recherche françaises qui se consacrent à ce champ, dans toutes les disciplines concernées (histoire, géographie, sciences politiques, sociologie, anthropologie, histoire de l'art, littérature, islamologie, philosophie, archéologie). Au 1^{er} juin 2022, le GIS rassemble 40 équipes de recherche (UMR et équipes d'accueil) et 10 UMIFRE / ÉFÉ (Écoles françaises à l'Étranger); ces unités relèvent en tout de 25 tutelles, universités, grandes écoles et organismes de recherche

Le champ couvert par le GIS MOMM s'intéresse en priorité au Moyen-Orient et au Maghreb, en raison d'une longue tradition française d'étude des sociétés qui les composent. Il n'entend pas pour autant ignorer les autres « mondes musulmans » : cette expression se réfère à une histoire et à une culture communes, développées au-delà des mondes arabe, persan et turc dans de vastes espaces qui s'étendent à l'Inde et à l'Asie du Sud-Est, en passant par l'Asie centrale et l'Afrique subsaharienne, et elle englobe toutes les sociétés qui sont aujourd'hui concernées par le fait islamique en Europe et en Amérique. Le champ d'intervention du GIS couvre donc de très vastes régions de la planète et possède par définition une délimitation mouvante. Seul un nombre limité des équipes du GIS s'insère entièrement dans le champ thématique du groupement. Dans la plupart des cas, il s'agit d'équipes généralistes ou thématiques, au sein desquelles œuvrent quelques chercheurs et enseignants-chercheurs spécialistes du Moyen-Orient et des mondes musulmans.

Le GIS MOMM est par son objet d'étude naturellement enclin aux collaborations internationales, ou du moins à une ouverture internationale, que ce soit avec les régions étudiées ou avec les mondes académiques européens et anglo-saxons. C'est dans cette perspective internationale qu'il convient donc de replacer l'ensemble des constats et des réflexions qui seront faits dans ce rapport.

8—9

INTRODUCTION

En 2014 un *Livre blanc des études françaises sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans* était rédigé par Catherine Mayeur-Jaouen, directrice du Groupement d'Intérêt Scientifique Moyen-Orient et Mondes Musulmans (GIS MOMM) du CNRS^[1]. En 2021, dans le cadre de la préparation de son forum intitulé « Au-delà des frontières. La recherche française et les nouvelles circulations régionales des savoirs au Maghreb et au Moyen-Orient », ce même GIS MOMM a souhaité faire un nouveau bilan des études françaises, mais cette fois en distinguant plusieurs « sous-aires » plus restreintes. C'est dans ce cadre qu'a été entrepris ce travail de bilan et perspectives, centré sur les études françaises sur les domaines turc, kurde et ottoman.

Élise Massicard et Alexandre Toumarkine ont pris les rênes de cette entreprise. Ils ont organisé une première rencontre en décembre 2020 avec une quinzaine de collègues relevant de différentes disciplines et institutions (titulaires et chercheurs associés) auxquels avait été diffusée, en amont, une grille de questions. Cette rencontre virtuelle a ensuite été complétée par plusieurs retours sur des points qui n'avaient pas été suffisamment abordés. Le contenu de cette rencontre a constitué la colonne vertébrale d'une première version de ce texte, qui a été présentée et discutée lors du forum sus-mentionné en avril 2021; elle a ensuite été diffusée au Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBaC), laboratoire central du champ, pour permettre des ajouts, commentaires et suggestions, de même qu'une seconde version complétée. Enfin, des entretiens ont été organisés avec certains autres collègues, notamment pour aborder des dimensions qui avaient été peu couvertes. À la rentrée 2021, Julien

Boucly, post-doctorant au GIS, a rejoint l'équipe et a contribué à la poursuite de la consultation, aux recherches statistiques, et à l'écriture. Pour l'élaboration de ce document, il n'a pas été effectué d'enquête quantitative auprès de l'ensemble des acteurs du champ. En particulier, les étudiants n'ont été associés qu'à la marge à ce travail. Ce document, issu de nombreux entretiens, n'est donc pas exhaustif; il est appelé à constituer une base de discussion et de travail.

Il a été nécessaire de délimiter le domaine couvert par ce travail, délimitation nécessairement pour partie arbitraire. Ce cahier ne traite pas des études sur l'Asie centrale qui font l'objet d'un cahier spécifique^[2]. Les travaux sur l'Empire ottoman, et donc les provinces ottomanes, sont inclus tandis que sont exclus ceux sur les territoires post-ottomans (Balkans ou Caucase post-ottomans). Les études sur le domaine kurde sont intégrées à ce cahier, parce qu'elles ne sont pas traitées dans d'autres cahiers, mais aussi car elles sont souvent articulées aux études sur les domaines ottoman et turc. Concernant les délimitations chronologiques, nous avons pris comme point de départ l'Empire ottoman, donc les périodes postérieures aux Seldjoukides.

Ce cahier a pour but de dresser un état des lieux détaillé de ces domaines d'étude et de recherche, d'établir un bilan des membres composant la communauté des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des docteurs ou doctorants relevant de ces études. Ce bilan se propose aussi d'identifier les principales disciplines et thématiques de recherche, ainsi que les institutions qui soutiennent ce milieu et les programmes de recherche structurants des dernières années. Les études françaises sur les domaines turc, kurde et ottoman ont connu de nouvelles dynamiques et un renouvellement générationnel ces dernières années, mais elles sont confrontées à un certain nombre de faiblesses (déséquilibres entre des sous-domaines et périodes très étudiés et d'autres délaissés, internationalisation inégale, etc.), alors même que la demande sociale et politique sur ces domaines est très forte et en augmentation: l'importance des enjeux politiques dans cette zone, mais aussi les enjeux migratoires, nourrissent l'intérêt et la demande sociale, mais contribuent aussi à déplacer l'attention sur certains domaines au détriment d'autres, certains pans de la recherche, traditionnellement d'excellence, se retrouvant délaissés.

Cet inventaire des forces, des fragilités et des potentialités a pour but d'identifier des pistes de renforcement du paysage actuel de la recherche et de la formation. L'état des lieux traite dans une première partie de la formation et dans un second temps de la recherche. Dans une troisième partie sont formulées des propositions d'action.

[1] Catherine Mayeur-Jaouen, *Livre blanc des études françaises sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans*, GIS Moyen-Orient mondes musulmans, septembre 2014. URL : <http://majlis-remomm.fr/livre-blanc>

[2] Julien Thorez, Juliette Cleuziou, Adrien Fauve, *Les études centre-asiatiques en France – Cahier du GIS N°2*, novembre 2021. URL : <http://majlis-remomm.fr/cahier-du-gis-n2-les-etudes-sur-lasie-centrale-en-france>

12—13

[I]

**LES DÉFIS
DE LA FORMATION
FACE À
L'AUGMENTATION
ET LA
DIVERSIFICATION
DE LA DEMANDE**

14 [I] A L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES: UNE OFFRE LOCALISÉE ET AVEC DES LACUNES

Cette offre d'enseignement en langues et en études turques, kurdes et ottomanes est localisée dans trois pôles principaux : Paris, Strasbourg et Aix-Marseille. En turc, l'offre de formation à Paris est très complète. L'Institut national des langues et des civilisations orientales (INALCO) propose une formation poussée, au sein d'une licence et d'un master LLCER (langues, littératures et civilisations étrangères et régionales) de turc. Pour répondre à une importante demande en formation linguistique, a également été mis en place en 2007 un cours d'initiation au turc moderne à l'École normale supérieure. En 2016, un autre enseignement de turc a été introduit à l'École pratiques des hautes études (EPHE), qui est devenu de niveau intermédiaire en 2017, afin de s'adresser à un public plus avancé. En outre, il existe à Paris une offre d'enseignement variée centrée sur la zone dans différentes disciplines, notamment à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), qui ne propose cependant pas d'enseignement en langue.

Dans l'autre principal foyer, à Strasbourg, la langue est l'un des fondamentaux du département d'études turques. Il propose une formation solide en grammaire, syntaxe, étymologie, traduction – y compris des formations au travail sur des textes de sciences humaines et sociales écrits en turc.

Enfin, l'université d'Aix-Marseille (AMU) propose une formation en turc à la faculté des arts, lettres, langues, sciences humaines, au département des études moyen-orientales. La licence Langues Étrangères Appliquées (LEA) bilingue turc-anglais, très sélective, attire énormément d'étudiants – notamment originaires de Turquie. Elle est axée sur la traduction, le commerce, la gestion, etc. et débouche sur des formations commerciales. Il existe une forte demande pour la découverte de la langue turque, qui concentre une bonne partie des disponibilités d'enseignement en langue. De ce fait, l'offre est plus réduite à des niveaux plus spécialisés, et il manque

deux niveaux pour parvenir au C2 et offrir à des étudiants déjà turcophones de pouvoir suivre un cursus de langue complet jusqu'au master.

Au niveau national, il y a désormais peu de postes et d'enseignements en linguistique – ceux proposés à Paris par Louis Bazin jusqu'en 1990 ou Rémy Dor jusqu'en 2012 n'ayant pas véritablement été remplacés. Ces derniers entretenaient plus d'intérêt pour la langue. On note par exemple un manque de formation au turc du début du XX^e siècle, *i.e.* avant le passage à l'alphabet latin, qui pose des problèmes de compréhension étant donné les évolutions rapides de la langue. Un autre point faible de l'enseignement du turc est la littérature, sauf à l'INALCO où elle est centrale. Elle est en effet devenue moins présente à Strasbourg ces dernières années, et est absente à Aix-Marseille.

Concernant l'ottoman, la prépondérance de Paris est encore plus nette, car les trois principaux centres d'enseignement de l'ottoman et des études ottomanes en France sont l'EPHE, l'EHESS et l'INALCO ; ce dernier offre une initiation à l'ottoman et des cours d'histoire ottomane en licence, et un séminaire de lecture de sources en master. Depuis 2019, le séminaire « Sources ottomanes : premières lectures » à l'EHESS a permis la constitution de groupes de travail autour des sources ottomanes déchiffrées en commun. Strasbourg propose une initiation à l'ottoman, plusieurs cours d'histoire ottomane et un enseignement de lecture de sources ottomanes. Aix-Marseille propose une initiation à l'ottoman et des enseignements d'histoire ottomane, ainsi que des enseignements d'histoire de la Méditerranée à l'époque moderne – des enseignements d'histoire moderne de la région (Méditerranée ou Moyen-Orient) sont proposés dans plusieurs autres universités en France, sans nécessairement être centrés sur la dimension ottomane.

Ces dernières années ont été marquées par des enseignements plus ponctuels sous d'autres formes, notamment d'écoles d'été, co-organisés par plusieurs institutions. Ainsi, depuis 2016 sont co-organisées des écoles d'été thématiques de formation à la lecture et à l'analyse des sources ottomanes par différentes institutions : l'édition 2022 a été co-organisée par l'Institut Français du Proche-Orient (IFPO), le Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAc), l'Institut de Recherches et d'Études sur les Mondes Arabes et Musulmans (IREMAM), le département d'études orientales et islamiques de la Ruhr-Universität Bochum, le Seminar für Sprachen und Kulturen des Vorderen Orients de l'université d'Heidelberg, l'université des sciences sociales d'Ankara (ASBÜ), et l'Orient-Institut Beirut (OIB). Ces écoles ont lieu chaque année à un endroit différent (en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Allemagne). Elles se tiennent en anglais et ont un recrutement international ; la composition change beaucoup d'une année sur l'autre, mais la venue d'une dizaine de doctorants est prise en charge. En 2018, cette fois dans un cadre français, a également eu lieu une école thématique CNRS « Formation à la lecture des sources manuscrites : historiographie, épistémologie et philologie ». Elle aussi était co-organisée par plusieurs institutions, en l'occurrence le CETOBAc, l'IFPO et l'IREMAM à Aix-en-Provence, avec la participation de collègues et d'étudiants d'universités tunisiennes et marocaines. Ces initiatives ont pour point commun leur caractère transversal, qui attire des étudiants issus de différentes institutions y compris au-delà des trois principaux pôles, ce qui est adapté en

raison de la taille relativement restreinte du public concerné; ainsi que la création de communautés autour d'une base de travail pratique (les sources) et de certains problèmes ou certaines questions de recherche, et non des thèmes généraux.

Peu d'institutions proposent l'apprentissage du kurde, et celui-ci est presque exclusivement concentré à Paris. Le principal foyer est l'INALCO, avec une section de kurde au sein du même département (Eurasie) que le turc, qui propose une formation poussée dans les dialectes sorani et kurmandji, en licence et master LLCER. L'Institut kurde de Paris propose par ailleurs, en fonction de la demande, des cours de dialectes kurmandji, sorani et zaza-ki. À l'université de Rouen, un professeur de linguistique propose une initiation au kurde en licence de sciences du langage, mais dans une perspective de français langue étrangère; il encadre cependant des étudiants en thèse. Aucune autre université ne propose d'enseignement du kurde, alors qu'il existe une demande. De ce fait, de nombreux programmes d'enseignement en ligne ont été développés ces dernières années.

L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE TURQUE AU NIVEAU SECONDAIRE

La langue turque est enseignée dans certains lycées depuis les années 1970. Elle a été déclarée « langue académique » en 1995 par Jack Lang, alors ministre de l'Éducation nationale, à l'instigation de l'écrivain Yaşar Kemal et de l'anthropologue Altan Gökalp. Est à l'ordre du jour depuis des années la question de la création d'un CAPES de turc, qui soulève des enjeux importants. L'implication de plusieurs ministères – ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère des Affaires étrangères et ministère de l'Intérieur notamment, chacun avec une perspective différente – a eu tendance à paralyser ce dossier. Peu de développements concrets sont intervenus au-delà d'initiatives ponctuelles relevant de l'Éducation nationale. On retiendra notamment l'expérimentation d'une enseignante certifiée en turc ayant enseigné dans différents lycées à Rennes durant quelques années. Cet enseignement n'a perdu officiellement son « caractère expérimental » que très récemment dans deux académies – Grenoble et Besançon –, sous l'effet d'initiatives de décideurs motivés. Au final, le front le plus dynamique en matière de création de postes d'enseignants de langue turque est celui des établissements hors contrat, la plupart relevant d'institutions publiques turques ou d'initiatives privées de diverses tendances, principalement islamistes.

La question de l'enseignement du turc dans les établissements scolaires en France a été remise à plat à partir de 2016, avec la mise en place des enseignements internationaux de langue étrangère (EILE) pour remplacer les enseignements dans les langues et cultures d'origine (ELCO), et a débouché sur une crise entre la France et la Turquie. L'accord bilatéral transformant les ELCO en EILE a été adopté en 2021. Les 180 à 200 enseignants qui interviennent pour l'enseignement du turc en primaire et dans les collèges

(plus rarement de lycées professionnels) sont contrôlés en commun par des représentants des deux gouvernements.

Le recrutement ne favorise pas des enseignants issus des départements de turc. En effet, c'est la partie turque qui sélectionne et rémunère les enseignants, à travers la présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées (*Yurtdışı Türkler ve Akraba Toplulukları*, YTB) – agence gouvernementale turque – ou le réseau des instituts culturels turcs Yunus Emre (*Yunus Emre Enstitüsü*) qui délivre une certification en langue et des cours pour étrangers, sous la seule responsabilité du ministère turc de l'Éducation nationale. La perspective de la création d'un CAPES de turc, qui permettrait de créer des débouchés pour les diplômés des départements de turc en France et d'étoffer l'offre d'enseignement du turc dans le secondaire, mais nécessiterait un financement du côté français, n'a pas été retenue à ce stade.

20 [I] B DES CURSUS CONFRONTÉS À UNE FORTE DEMANDE ET À DES PUBLICS DIVERSIFIÉS

La demande de formation en études turques et kurdes, mais aussi plus spécifiquement dans les langues correspondantes, est en augmentation. L'offre institutionnelle, pourtant riche et diversifiée, ne permet pas toujours de répondre à cette demande.

Les cursus d'études turques, proposés par la section de turc du département Eurasie à l'INALCO et le département d'études turques de l'université de Strasbourg, attirent un nombre croissant d'étudiants. Les effectifs des cursus en études turques au niveau licence augmentent, s'élevant à plus d'une centaine d'étudiants en L1 à l'INALCO. L'intérêt pour la Turquie croît donc parmi les étudiants, mais pas nécessairement pour en devenir spécialiste.

Cependant, les publics étudiants sont très diversifiés. On peut en distinguer trois principaux – ces trois catégories de publics se retrouvant également en études kurdes à l'INALCO :

- [1] Des personnes issues de l'immigration de Turquie, souvent de deuxième voire de troisième génération. Ce groupe constitue la majorité des étudiants de licence de turc, à l'INALCO et à Strasbourg ou de licence LEA anglais/turc à Aix-Marseille; la plupart sont parfaitement francophones, mais certains ont des difficultés à écrire le français et ne maîtrisent pas forcément la grammaire turque. Leur génération est la première à faire des études supérieures, et parfois même à être diplômée du secondaire.
- [2] Des étudiants arrivés récemment de Turquie, certains pour des raisons politiques. Ce public a augmenté ces dernières années, par exemple à l'INALCO ou à Strasbourg. Un certain nombre de ces étudiants a un niveau linguistique (en français) et/ou méthodologique assez faible. L'INALCO propose des aménagements pour

aider et accompagner les étudiants en difficulté (Licence+, Tempo, large tutorat). L'INALCO ou l'IEP de Grenoble proposent également des cursus qui s'adressent aux personnes réfugiées. À l'INALCO, cela s'est fait dans le cadre de deux programmes destinés aux réfugiés: Inalc'ER, de 2017 à 2020, et depuis dans celui du DU Passerelle.

À noter Beaucoup d'étudiants de ces deux groupes choisissent le domaine des études turques au niveau licence, car ils pensent y avoir plus de facilités. La ressource du turc constitue alors une porte d'entrée dans l'université, et la licence prépare pour certains un projet professionnel en Turquie ou entre la France et la Turquie. Cependant, tous les étudiants issus de Turquie ne s'inscrivent pas en études turques.

- [3] Des étudiants qui ne sont pas turcophones, qui apprennent la langue et se forment aux études turques en licence. Récemment, se développe un intérêt pour l'apprentissage du turc de la part de personnes, issues d'autres migrations (notamment mais non exclusivement musulmanes), de deuxième ou troisième génération, et dont les trajectoires s'apparentent au premier groupe. Sinon, ce troisième groupe est constitué en majorité d'étudiants qui ont suivi préalablement, ou suivent en parallèle, des cursus de sciences humaines et sociales. Ils peuvent s'inscrire en études turques (à Strasbourg par exemple), ou simplement suivre des options, une formation continue (INALCO) ou un DU de turc (à Strasbourg et à l'INALCO). Ces étudiants sont souvent très motivés et, notamment quand ils sont déjà titulaires d'une licence, d'un master voire d'un doctorat, peuvent montrer une maturité importante et effectuer des progrès rapides. Certains ont déjà un projet professionnel mûri.

En master, les logiques diffèrent: arrivent dans les départements et sections d'études turques de nouveaux profils, notamment des étudiants qui ont généralement une bonne formation disciplinaire en sciences humaines ou sociales; mais qu'il est difficile d'initier au turc depuis le niveau débutant. À l'IEP de Grenoble, au sein du master pro «études européennes et internationales» existe un parcours «Méditerranée Moyen-Orient», dont 10 à 20% des effectifs s'intéressent à la Turquie et apprennent le turc. À Aix, d'autres masters professionnalisants, très sélectifs, recrutent beaucoup et de façon expansive sur le domaine turc, avec de plus en plus de candidatures et de très bon niveau. À Aix toujours, un master LEA en turc devrait ouvrir en 2023. Par ailleurs, au niveau du master, l'EHESS accueille beaucoup d'étudiants de Turquie (du second groupe), mais ils sont nombreux à s'inscrire dans des cursus disciplinaires. La demande d'apprentissage du turc émane aussi, au niveau master et doctorat, de personnes travaillant sur et avec d'autres langues parlées en Turquie (kurde, arménien, arabe, grec, ladino, rom, langues caucasiennes, syriaque, etc.) et qui ont également besoin du turc.

D'une manière générale, l'intérêt des étudiants pour la Turquie (plus que pour l'Empire ottoman) est nourri par les mobilités étudiantes et en particulier les échanges ERASMUS. Si tous les étudiants qui effectuent un échange universitaire avec la Turquie ne s'intéressent pas au domaine des études turques, il reste que ces mobilités nourrissent un intérêt pour la Turquie, l'apprentissage de la langue, et alimentent des viviers de jeunes chercheurs. (voir *infra* Focus N° 2)

Dans plusieurs villes, hors des foyers identifiés de l'offre, il existe des pôles d'intérêt sur la Turquie, même si les études turques et le turc n'y sont pas enseignés. C'est par exemple le cas à Bordeaux, à Grenoble ou à Rennes, où des enseignants-chercheurs ont un intérêt pour la Turquie et suscitent des vocations, et où les échanges ERASMUS produisent des viviers d'étudiants. Les Instituts d'études politiques (IEP), notamment, alimentent ces dynamiques. Considérant la demande des étudiants ERASMUS, l'IEP de Rennes a ponctuellement mis en place un cours de turc. Ces initiatives sont cependant fragiles et liées à l'existence d'enseignants-chercheurs motivés, mais aussi de relais institutionnels réceptifs. Ainsi, à l'IEP de Grenoble, il n'y a pas d'enseignement du turc (à la différence de l'arabe et, jusqu'en 2019, du persan), ce qui est en décalage avec une demande forte. Ainsi, hors des trois principaux pôles géographiques, il est plus difficile d'acquérir des compétences linguistiques et de se former à la connaissance de la région, alors qu'une demande existe.

Plusieurs départements font appel à des vacataires ou à des ATER pour compléter l'offre d'enseignement. Plusieurs établissements d'enseignement supérieur français ont aussi recours à des lecteurs envoyés et rémunérés par la Turquie dans le cadre d'une coopération franco-turque, pour enseigner la langue et/ou la civilisation. C'est le cas à Aix-Marseille et Strasbourg, mais également dans des universités comme Bordeaux ou Grenoble où ces lecteurs assurent des enseignements sur la Turquie, alors que ces établissements ne proposent pas d'enseignement de la langue turque. Le statut des lecteurs reste souvent flou et fragile, nécessitant des renégociations régulières, ce qui appelle à la fois une clarification et une consolidation. Ici encore l'un des enjeux est la question du contrôle exercé par les établissements et la partie française.

Cette attractivité des cursus d'études turques et l'augmentation des effectifs des promotions et de la demande de formation engendrent un problème structurel de sous-encadrement, par exemple à Strasbourg où l'équipe enseignante est en flux tendu. À Aix-Marseille, le turc continue sa progression, avec de plus en plus de candidatures, de plus en plus diversifiées également au niveau des profils; il est à espérer que le nombre d'heures d'enseignement suive. Cette surcharge d'enseignement a aussi pour conséquence que les enseignants-chercheurs ont peu de temps à consacrer à la recherche.

UNE CROISSANCE ET UNE ÉVOLUTION DES MOBILITÉS ÉTUDIANTES DE TURQUIE

Ségolène Débarre et Işıl Erdinç

Les mobilités étudiantes internationales depuis la Turquie sont anciennes. Les échanges avec les universités d'Europe, institués à l'époque ottomane, perdurèrent tout au long du XX^e siècle, mais furent relégués au second plan dans les années 1980 par le parti de la Mère Patrie (ANAP) de Turgut Özal, qui choisit de privilégier les universités américaines. Bien que multipliés par cinq entre 1985 et 2001, les flux d'étudiants turcs vers les États-Unis ne concernent que l'élite économique et intellectuelle du pays. Cette réorientation des flux vers le monde anglo-saxon s'est simultanément accompagnée de la création d'universités privées anglophones en Turquie^[3].

Les flux sortants de Turquie restent, aujourd'hui encore, tournés vers le monde anglophone et les États-Unis continuent d'occuper la première place du classement des mobilités étudiantes sortant de Turquie avec 9 354 étudiants accueillis en 2019. Ce chiffre est cependant en régression (22% depuis 2011), et l'écart se resserre avec l'Allemagne en deuxième position en 2019 avec 8 494 étudiants de Turquie. La Grande-Bretagne occupe la troisième place avec 3 710 étudiants, suivie de l'Ukraine (2 284) et de l'Azerbaïdjan (2 257). La France et l'Italie viennent ensuite avec 2 000 étudiants de Turquie environ^[4]. Une partie de ces étudiants effectuent leur mobilité internationale dans le cadre du programme Erasmus. La ratification du processus de Bologne par la Turquie en 1999 puis son adhésion, en 2004, à l'European Action Scheme for the Mobility of University Students – ERASMUS (cf. *infra*) ont renforcé la présence de l'Europe dans les échanges universitaires.

Dans un contexte de croissance économique et de relative stabilité politique

[3] Cf. David Behar, « Les voies internationales de la reproduction sociale. Trajectoires migratoires en grande bourgeoisie turque », *REMI*, vol. 22, N°3, 2009.

[4] Source : Unesco, La mobilité des étudiants internationaux | UNESCO UIS. URL : <http://uis.unesco.org/fr/uis-student-flow>

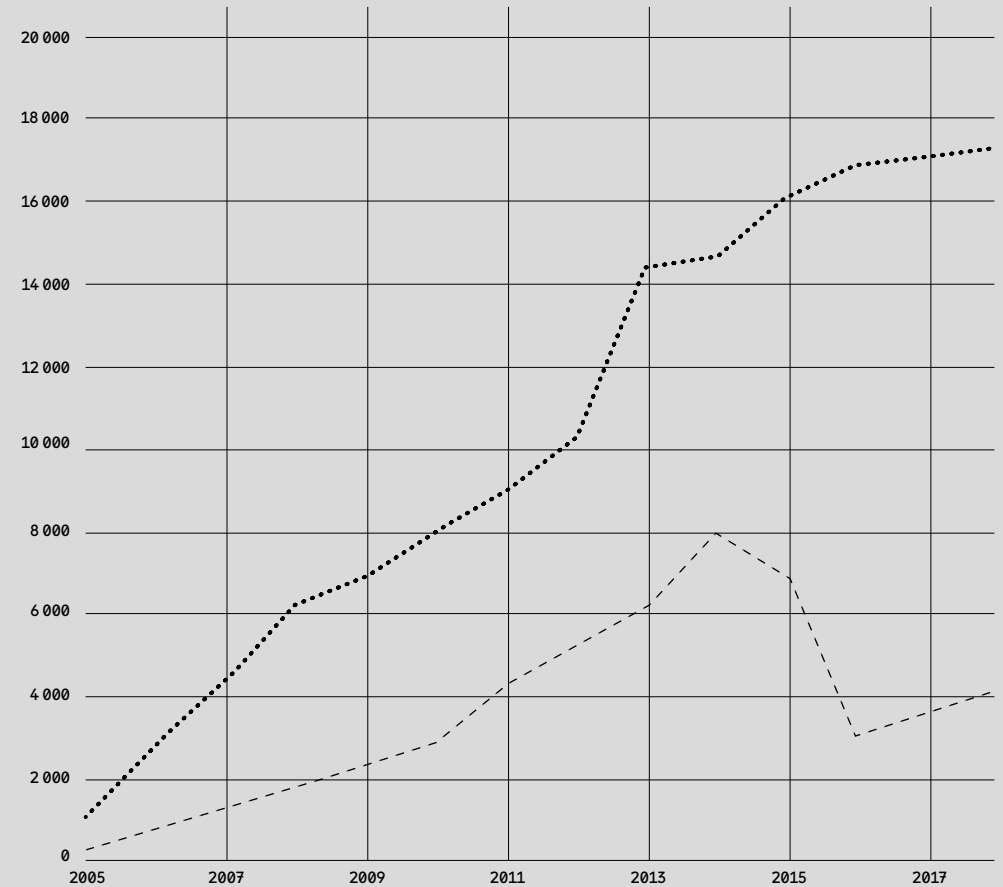
au cours des années 2000, la Turquie a développé de façon spectaculaire son attractivité internationale accueillant en 2018 plus de 125 000 étudiants étrangers, soit une augmentation de plus de 130% depuis 2013, plaçant le pays au 10^e rang international des pays d'accueil. Cette augmentation repose en partie sur l'arrivée de réfugiés récents, majoritairement syriens (environ 30 000), mais également sur des voisinages linguistiques et une stratégie d'influence régionale en Asie centrale (19 000 étudiants d'Azerbaïdjan et 17 000 du Turkménistan), au Moyen-Orient et en Afrique. En Europe, seules l'Allemagne (4 378), la Bulgarie (3 010) et la Grèce (2 713) envoient un nombre significatif d'étudiants en Turquie^[5].

LA TURQUIE DANS LE PROGRAMME ERASMUS

Les flux Erasmus sortants de Turquie ont fortement augmenté de 2005 à 2013. Cette augmentation des mobilités reflète en partie l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur en Turquie, sous l'effet cumulé de l'abaissement du seuil d'admission au concours national d'entrée à l'université et de l'ouverture de nouvelles universités dans l'ensemble du pays. Le nombre d'étudiants est passé de 1,9 millions en 2004 à 3,8 millions en 2011 pour atteindre 7,8 millions aujourd'hui. Entre 2005 et 2013, le nombre d'étudiants sortants passe ainsi de 1 142 à 14 442. La courbe d'augmentation s'infléchit néanmoins entre 2014 et 2018 (de 14 442 à 17 319), sous l'effet conjugué des crises politiques et économiques [fig. 1]. La baisse a affecté toutes les destinations à quelques exceptions près. À part l'Allemagne et la Grande-Bretagne (dont la sortie du programme Erasmus a pris effet en 2021), les destinations privilégiées des étudiants Erasmus de Turquie sont situées en Europe centrale et méridionale (Pologne,

[5] Ibidem.

Fig 1 : Total des flux Erasmus entrants et sortants de Turquie entre 2005 et 2018



Source : statistiques Erasmus + Réalisation S. Débarre, 2022.

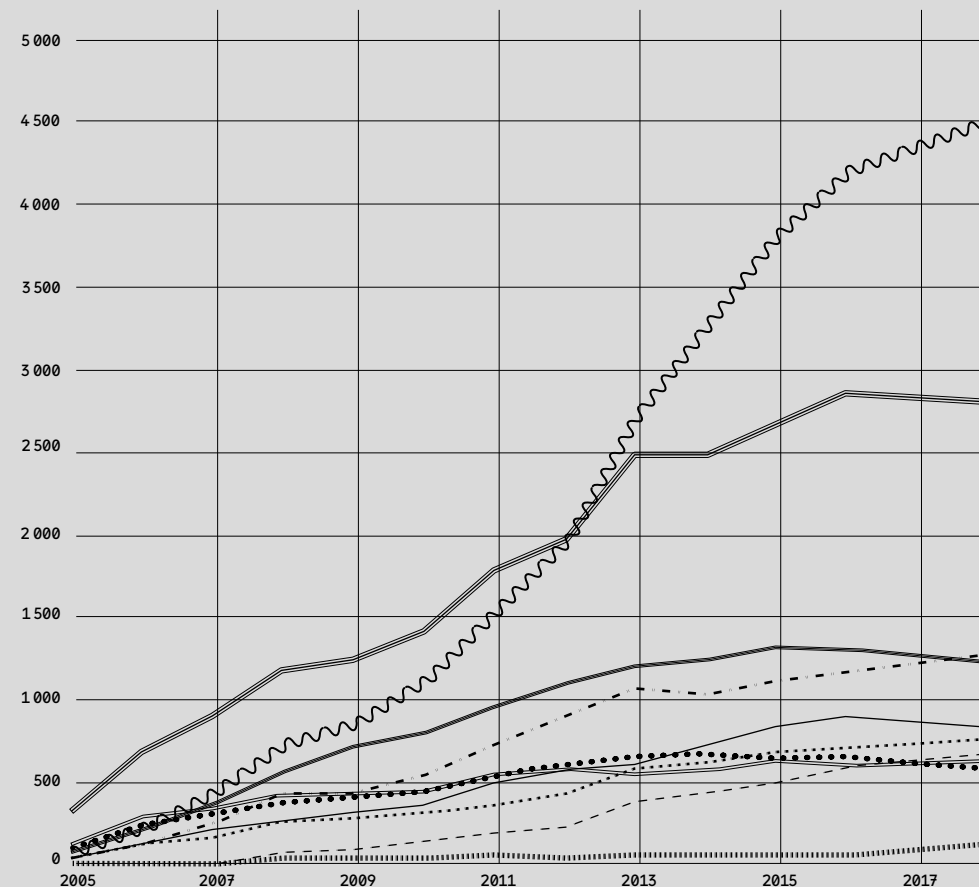
..... Total des étudiants Erasmus sortant de Turquie
 - - - - - Total des étudiants Erasmus entrant en Turquie

loin en tête, Italie, Espagne, République tchèque, Portugal ensuite) en raison d'accords passés avec des universités proposant des cursus anglophones et d'un coût de la vie moins élevé que dans les États d'Europe du nord-ouest [fig. 2].

L'attractivité de la Turquie dans le programme Erasmus a également connu une période de forte croissance passant de 299 étudiants européens accueillis en 2005 à 7 925 en 2014. Les flux ont ensuite diminué, d'abord modestement en 2015 (6 945 étudiants) puis de plus de moitié en 2016 (3 034 étudiants), sous l'effet conjugué des crises politiques et économiques avant une légère reprise [fig. 1].

La cartographie des flux Erasmus est très contrastée. La Turquie reçoit environ cinq fois moins d'étudiants Erasmus qu'elle n'en envoie [fig. 1]. En outre, les flux entrants sont extrêmement polarisés par le sommet de la hiérarchie urbaine (Istanbul, Ankara et Izmir) qui concentre les universités les plus réputées, alors que les flux sortants sont issus d'un spectre de villes bien plus large, ce qui reflète la diversité sociologique des étudiants turcs en mobilité permise par le programme Erasmus.

Fig 2 : Principaux pays d'accueil des étudiants Erasmus de Turquie entre 2005 et 2018



Source : statistiques Erasmus + Réalisation S. Débarre, 2022.



LA PLACE DE LA FRANCE DANS
CES MOBILITÉS

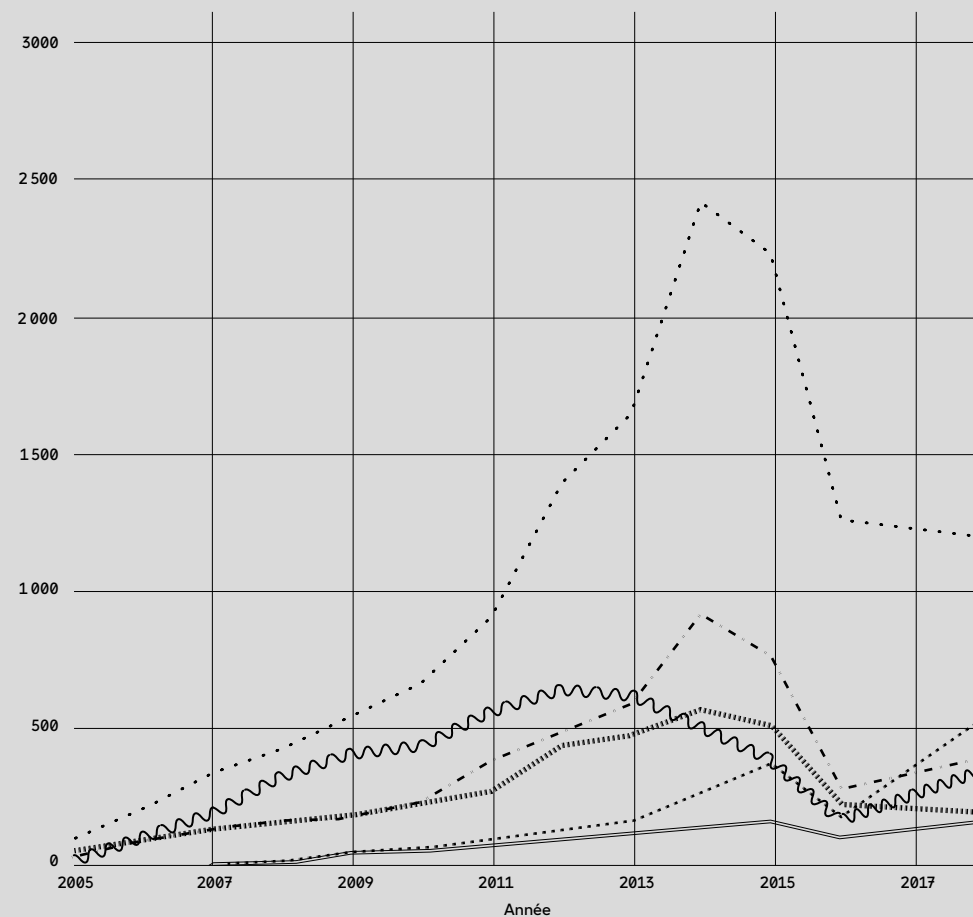
La France se situe en 2019 en 6^e position des destinations des mobilités étudiantes totales (ERASMUS + non ERASMUS) de Turquie et seulement en 10^e position des destinations des étudiants de Turquie en mobilité sortante avec le programme Erasmus (586 étudiants Erasmus de Turquie en France en 2018, loin derrière les 4 510 étudiants Erasmus de Turquie accueillis en Pologne^[6]). Selon le MESRI, la France a accueilli 3 964 étudiants de Turquie, dont 60% de femmes, en 2017-2018. Ces étudiants sont principalement inscrits dans les universités (70%), secondairement en classes préparatoires aux grandes écoles et dans des BTS (à l'issue des cursus en lycées français et francophones de Turquie), et, en troisième lieu, dans des écoles de commerce, d'ingénieur, d'art et d'architecture. Les disciplines plébiscitées sont les lettres, langues et SHS, suivies du droit et de la science politique, puis de l'économie et AES au même niveau que les sciences et STAPS. Si le nombre d'étudiants a augmenté en licence et master entre 2012 et 2017, les inscriptions en doctorat d'étudiants venus de Turquie en France, elles, régressent (-22% sur la période avec 269 inscrits en 2012 contre 211 en 2017). Au sein de ce total, les étudiants en mobilité Erasmus sont environ 600, un chiffre en légère baisse ces dernières années [fig. 2].

Pour les étudiants français, le programme Erasmus a beaucoup contribué à l'augmentation des flux vers la Turquie, mais son attractivité reste modeste. En outre, après une décennie de croissance (de 37 étudiants Erasmus de France en Turquie en 2004 à 920 en 2014), le nombre d'étudiants en mobilité a diminué

[6] Alors que la Pologne et la République tchèque sont parmi les premières destinations Erasmus des étudiants de Turquie, elles polarisent une part négligeable des mobilités étudiantes de Turquie en dehors du programme Erasmus.

à partir de 2015 et surtout en 2016 après que plusieurs établissements universitaires ont suspendu les échanges Erasmus avec la Turquie (de la France vers la Turquie uniquement ou dans les deux sens) [fig. 3]. À ce jour, certains établissements n'ont pas retrouvé le niveau d'échanges antérieur. Ainsi, l'université de Strasbourg a drastiquement réduit les mobilités vers la Turquie, bien que les accords d'échange soient toujours valides; Rennes 1 a interrompu des échanges en Turquie, sans les reprendre.

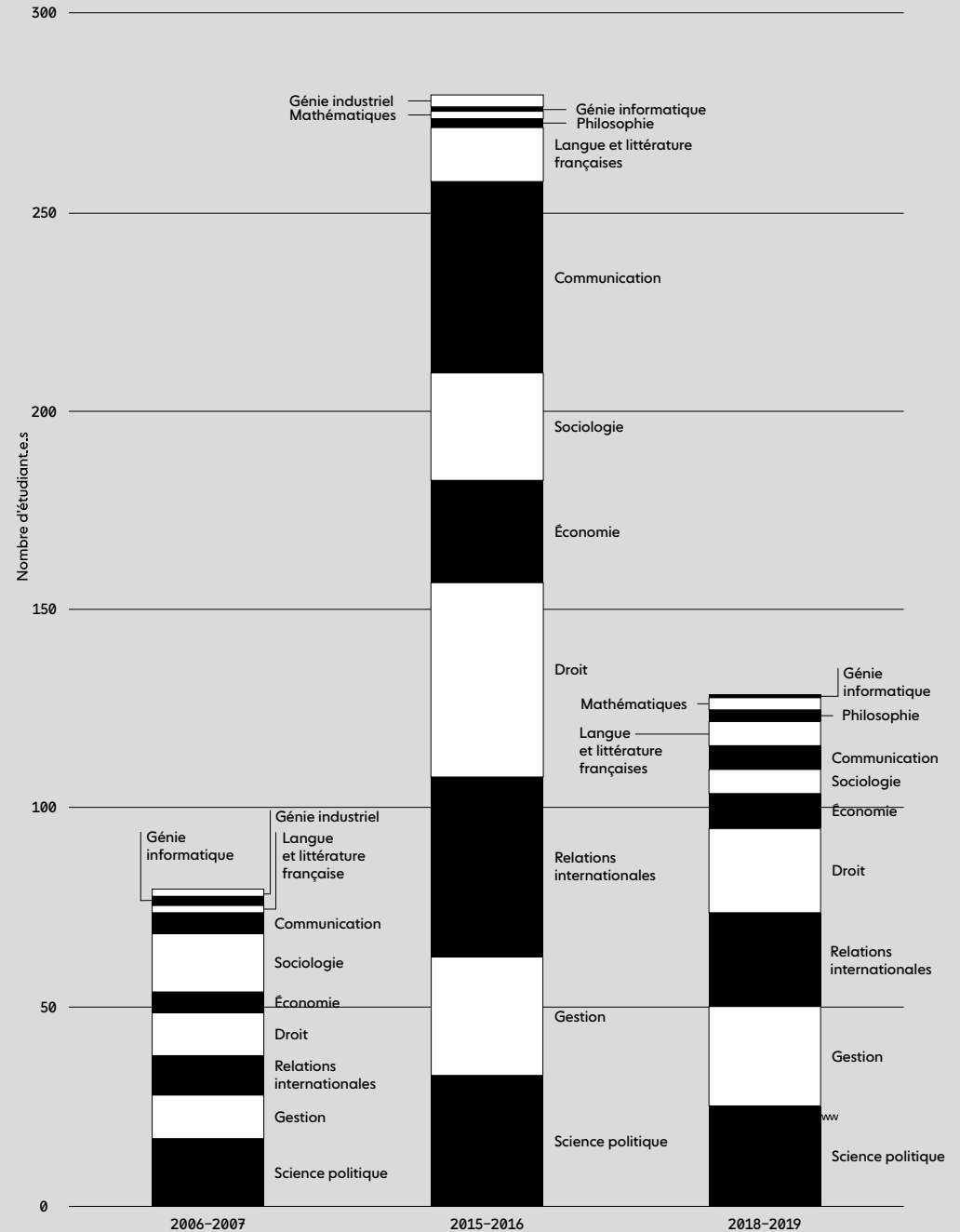
Fig 3 : Principaux pays d'origine des étudiants Erasmus en Turquie entre 2005 et 2018



Source : statistiques Erasmus + Réalisation S. Débarre, 2022.

Si les cursus anglophones attirent aujourd’hui une part de plus en plus importante des étudiants français en mobilité Erasmus en Turquie, beaucoup continuent de privilégier des cursus francophones, notamment au sein de l’université de Galatasaray (Istanbul), université de 4 000 étudiants environ dont le partenariat avec la France date de sa création en 1992. Cette dernière accueillait initialement l’essentiel des étudiants Erasmus français en Turquie (environ deux tiers). Les flux augmentant et se diversifiant, elle en attire aujourd’hui environ un tiers. Affectée comme les autres établissements par la brutale diminution des échanges en 2016, elle voit de nouveau ses effectifs Erasmus augmenter depuis 2017, mais ils restent encore bien en-deçà du pic de 280 Erasmus inscrits en 2015. Les départements de science politique, de droit et de relations internationales sont les piliers de l’accueil des étudiants Erasmus dans cette université ; la gestion et, secondairement, la communication ont vu leurs effectifs augmenter sur la période, reflétant une diversification sociologique du profil des étudiants, tandis que le département de sociologie, lui, perdait de son attractivité. Les départements liés aux sciences dures (mathématiques, génie industriel, génie informatique) peinent, eux, à attirer plus de cinq étudiants par an, confirmant le poids des sciences humaines et sociales, du droit et de la science politique dans les mobilités étudiantes [fig. 4].

Fig 4 : Répartition des étudiants Erasmus par département et années à l’université de Galatasaray (Istanbul)



Source : GSÜ + Réalisation S. Débarre, 2022.

32 [I] C L'ENJEU DE L'ARTICULATION DISCIPLINE / SPÉCIALISATION ARÉALE

Le livre blanc de 2014 faisait le constat d'un grand écart entre formation disciplinaire en sciences sociales et humaines d'une part, et la formation en savoirs linguistiques ou philologiques de l'autre ; il regrettait la difficulté à cumuler les deux et la fréquence des lacunes d'un côté ou de l'autre. Ce constat semble toujours valable. On peut déplorer la difficulté pour des étudiants se destinant à la recherche d'obtenir à la fois une formation disciplinaire de qualité et une formation linguistique et de civilisation qui permette un travail original sur les sources. Au niveau de la formation, le hiatus entre le volet linguistique et les disciplines des sciences sociales se fait sentir de manières différentes selon les champs. L'histoire ottomane antérieure au XIX^e siècle est restée en France longtemps ancrée dans une tradition philologique, qui donnait le primat à un travail d'édition des sources. Cependant, ce déséquilibre supposé entre maîtrise linguistique et approfondissement en SHS semble aujourd'hui dépassé. Depuis plusieurs années en effet, les études sur l'Empire ottoman tardif, mais aussi, de manière plus récente, sur les périodes antérieures, s'attachent à combiner travail sur les sources et souci de problématisation. En science politique, le double master INALCO/Sciences Po sur le Moyen-Orient mis en place en 2015 a été fermé ; il formait chaque année un ou deux étudiants s'intéressant aux domaines turc ou kurde. Ce type de double formation est rare et apparaît comme une priorité à encourager. Dans le cadre de la réforme en cours des masters, l'INALCO réfléchit à une disciplinarisation des masters LLCER. Ce type de dispositif, trop rare, doit être encouragé.

33 [I] D UNE FORMATION À LA RECHERCHE DYNAMIQUE MAIS CONFRONTÉE À DES DIFFICULTÉS

La formation à la recherche se maintient à un niveau élevé. Si le nombre total de thèses soutenues dans le domaine est relativement stable, la ventilation par discipline, elle, évolue, que ce soit dans les domaines turc et ottoman ou kurde.

Fig.5 : Thèses soutenues entre 2010 et 2021 dans les domaines turc et ottoman

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total cumulé (2010-2021)
Sociologie	4	3	4	3	1	2	4	2	3	5	2	3	36
Anthropologie	0	0	0	0	0	1	0	0	3	0	0	0	4
Science politique	5	3	6	4	4	6	9	9	5	3	2	6	62
Histoire	5	6	8	8	10	3	9	6	7	6	7	2	77
Géographie	1	2	0	1	1	0	0	1	1	3	1	1	12
Langue et littérature	2	1	2	3	3	3	1	8	2	1	1	1	28
Autres	4	12	7	10	9	7	8	9	5	4	4	1	80
Total cumulé	21	27	27	29	28	22	31	35	26	22	17	14	299

Réalisation : Boucly, Sakatni / Sources : Theses.fr et consultation des laboratoires de recherche*

* La fiabilité de la sélection est inévitablement limitée par les choix de cadrage et les informations partielles de la plateforme theses.fr.

Parmi les thèses soutenues dans d'«autres» disciplines on compte : 2 thèses en «géopolitique», 4 thèses en «philosophie», 2 thèses en «psychologie», 1 thèse en «religions et systèmes de pensées», 1 thèse en «sciences religieuses», 1 thèse en «sciences sociales des religions», 1 thèse en «sciences sociales du sport», 1 thèse en «sciences sociales et philosophie de la connaissance», 1 thèse en «socio-économie du développement», 1 thèse en «études arabes», 2 thèses en «études néo-hellénistiques», 2 thèses en «études urbaines». Quant aux thèses soutenues dans le domaine kurde ces dix dernières années, elles sont moins nombreuses, et présentent une ventilation disciplinaire assez proche.

Fig.6 : Thèses soutenues entre 2012 et 2021 dans le domaine kurde

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total cumulé (2012-2021)
Sociologie	2	0	0	1	1	0	0	1	0	0	5
Anthropologie	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Science politique	1	1	1	0	0	0	0	0	1	1	5
Histoire	0	1	1	1	0	2	0	1	0	0	6
Géographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Langue et littérature	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	3
Sciences de l'information	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Total cumulé	3	2	2	3	1	2	1	3	2	2	21

Réalisation : Boucly, Sakatni / Sources : Theses.fr et consultation des laboratoires de recherche*

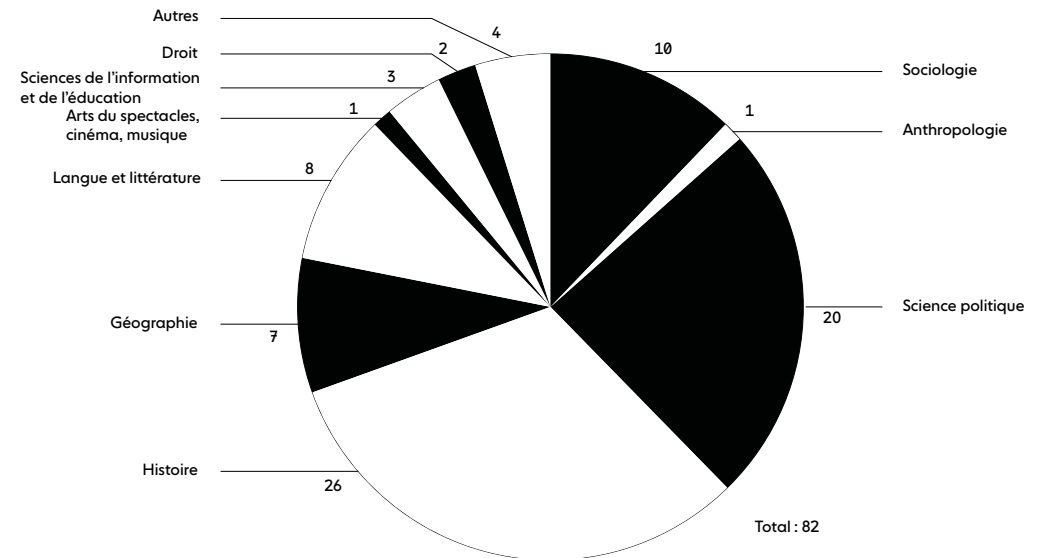
*La fiabilité de la sélection est inévitablement limitée par les choix de cadrage (thèses dans le domaine kurde, en relation avec les domaines turc et ottoman) et les informations partielles de la plateforme theses.fr.

La ventilation des thèses soutenues par discipline ces dix dernières années – pour les études sur les domaines turc et ottoman, comme sur le domaine kurde – montre une nette domination de trois disciplines : l'histoire (en légère baisse), la science politique et la sociologie (en hausse). Cela reflète, en partie, l'attractivité susmentionnée de certaines questions liées à des enjeux d'actualité.

Qu'en est-il des thèses en cours ? Le nombre d'étudiants inscrits en doctorat est en augmentation et les demandes sont très fortes dans certaines disciplines.

Au niveau des thèses en cours sur les domaines turc et ottoman, on note une nette prévalence de l'histoire, suivie par la science politique et la sociologie.

Fig.7 : Thèses en cours de rédaction en 2021 dans les domaines turc et ottoman (inscriptions entre 2010-2021)



Réalisation : Boucly, Sakatni / Sources : Theses.fr et consultation des laboratoires de recherche^[7]

Parmi les thèses inscrites dans d'« autres » disciplines on compte : 3 thèses en « sciences de l'information et de la communication », 2 thèses en « urbanisme », 1 thèse en « psychologie », 2 thèses en « droit », 1 thèse en « démographie », 1 thèse en « art, cinéma, musique ».

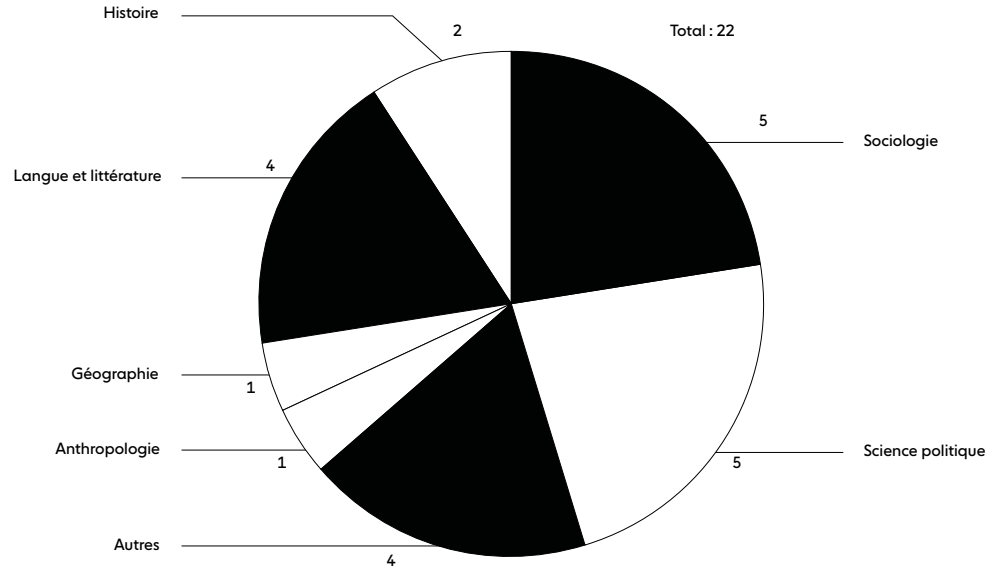
Concernant en particulier la science politique et la sociologie, le vivier d'étudiants s'intéressant à la Turquie est nourri par la participation de la Turquie au programme ERASMUS, notamment en niveau master – cela représente une dizaine d'étudiants environ par an pour le seul IEP de Grenoble, entre 15 et 20 pour l'INALCO. Ce sont des mobilités plus spécialisées que celles de premier cycle, qu'engagent en général des étudiants intéressés par la Turquie, dont certains apprennent le turc. Pendant une dizaine d'années, beaucoup d'étudiants francophones à Istanbul sont passés par le séminaire « Introduction à la Turquie contemporaine » commun à l'université Galatasaray et à l'IFEA – séminaire interrompu en 2018 mais que l'on peut espérer voir reprendre prochainement. Certains de ces étudiants font un stage à l'IFEA, reviennent en master, et font un doctorat.

[7]

La fiabilité de la sélection est inévitablement limitée par les choix de cadrage et les informations partielles de la plateforme theses.fr, cette dernière renseignant en effet de manière plus exhaustive les thèses soutenues que les thèses en cours.

Au niveau de la ventilation par discipline, le nombre de thèses en cours dans le domaine kurde est trop réduit pour que l'on puisse dégager des tendances, même si la sociologie, la science politique et la langue/littérature semblent les disciplines les plus attractives.

Fig.8 : Thèses en cours de rédaction en 2021 dans le domaine kurde (inscriptions entre 2010 et 2021)



Réalisation : Boucly / Sources : Theses.fr et consultation des laboratoires de recherche^[8]

Parmi les thèses inscrites dans d'« autres » disciplines on compte : 1 thèse en études arabes et civilisation du monde musulman, 1 thèse en géopolitique et 2 thèses en droit.

La formation à la recherche est donc dynamique. Elle se heurte à deux difficultés principales : d'une part, des difficultés d'encadrement, et de l'autre, la difficulté croissante d'effectuer des séjours de recherche longs sur place.

[8]

La fiabilité de la sélection est inévitablement limitée par les choix de cadrage (thèses dans le domaine kurde, en relation avec les domaines turcs et ottoman) et les informations partielles de la plateforme theses.fr, cette dernière renseignant en effet de manière plus exhaustive les thèses soutenues que les thèses en cours.

Fig.9 : Chercheurs et enseignants-chercheurs titulaires et détenteurs de HDR dans les domaines turc, kurde et ottomans en 2022

	Sociologie	Anthropologie	Science politique	Histoire	Géographie	Langue et littérature	Ethnomusicologie	Total cumulé
Titulaires d'un poste d'enseignement	3	5	11	25	3	4	1	52
Détenteurs de HDR	1	1	6	10	2	1	1	22

Réalisation : Boucly / Source : Consultation des laboratoires de recherche

Des dynamiques d'encadrement contrastées

Trop peu nombreux, les encadrants HDR en capacité d'encadrer des travaux sur les domaines turc (environ un tiers des 45 titulaires) ou kurde (3 sur 6 titulaires) refusent de nombreuses demandes. Au niveau de l'encadrement doctoral, un écart se creuse entre vivier et recrutements : concernant les études ottomanes XV^e-XVIII^e, se profile un problème d'encadrement, car peu de spécialistes des études ottomanes classiques sont habilités ; or, l'encadrement doctoral assuré par Gilles Veinstein jusqu'en 2013, puis par Nicolas Vatin jusqu'en 2022, a concerné 14 thèses pour le premier et 4 pour le second. De fait, peu de thèses se font en histoire ottomane moderne et la relève peine.

Mais ce domaine n'est pas le seul concerné. Cette situation est révélatrice d'un problème démographique plus général à l'université française. Le départ à la retraite des collègues habilités à encadrer des recherches n'est pas toujours équilibré par l'arrivée de nouveaux collègues avec HDR – celles-ci étant souvent soutenues assez tard. Par conséquent, la demande croissante d'inscription en doctorat n'est pas toujours comblée, mais la situation diffère selon les domaines. En études contemporaines et en études ottomanes tardives, ce problème d'encadrement s'est un peu résorbé ces dernières années avec plusieurs passages de HDR ou des recrutements de spécialistes de la Turquie contemporaine comme professeurs dans différentes sciences humaines et sociales ; mais comme la demande a également sensiblement augmenté, et que les encadrants ne sont pas toujours dans les institutions les plus demandées pour le doctorat, des déséquilibres persistent ici aussi. Toutefois, cette question se pose de manière différenciée selon les établissements : il y a par exemple un problème d'encadrement à l'EHESS en « études politiques » et sur la Turquie contemporaine : le CETOBaC encadre presque la moitié de ses doctorants en « études politiques », alors que son effectif de titulaires, et encore plus nettement d'encadrants, relève très majoritairement de l'histoire. De fait, à l'EHESS, plusieurs doctorants travaillant sur la Turquie sont inscrits dans d'autres UMR, comme le CEMS, l'IRIS, le CÉSoR ou le CESPRA. Par ailleurs, certains établissements limitent, voire interdisent, les inscriptions en thèse non financées, alors même que leur personnel pourrait encadrer plus de thèses (Sciences po). Pour les études kurdes, il y a des possibilités d'encadrement en science politique et en histoire ; mais pas en littérature par exemple.

UNE AUGMENTATION DES RECRUTEMENTS DANS CERTAINES DISCIPLINES

Un désenclavement entre études sur les domaines turc, ottoman et kurde d'une part, et sciences humaines et sociales de l'autre, se manifeste de plusieurs façons, et de manière différenciée selon les disciplines. Les recrutements se sont par exemple taris en linguistique. En revanche, une évolution notable se manifeste depuis quelques années : dans certaines disciplines, les études sur les domaines turc, kurde et ottoman « essaient » dans les départements à l'université. Plusieurs ottomanistes, qui ne sont pas titulaires de l'agrégation d'histoire, ont été recrutés récemment sur des postes et dans des départements d'histoire (Strasbourg, Aix-Marseille, Paris 1). Le *cursus honorum* universitaire connaît une adaptation, car il requiert des compétences philologiques tellement pointues que l'agrégation ne fait pas figure d'élément discriminant. De même, le récent recrutement d'un historien médiéviste spécialiste du Moyen-Orient notamment kurde comme maître de conférences à Montpellier pourrait renforcer les études kurdes.

On note la même évolution avec le recrutement de nombreux spécialistes de la Turquie dans les départements de science politique (Dauphine, IEP de Toulouse, IEP d'Aix-en-Provence). Cette évolution ne se limite pas aux postes « radicalisation » ouverts en 2018 et qui concernent seulement l'IEP d'Aix-en-Provence et l'université de Strasbourg (« histoire contemporaine et histoire des mondes musulmans »). Une géographe a été recrutée à Paris I.

L'intégration d'enseignants-chercheurs spécialisés sur l'aire au sein de départements disciplinaires a des effets largement positifs, à la fois sur la culture scientifique des intéressés, et sur la formation et l'encadrement des étudiants. Il faudrait ajouter les

recrutements CNRS notamment en anthropologie, histoire et géographie – mais qui ne se sont pas spécialement multipliés ces dernières années. Le soutien du CNRS pour les études aréales ces dernières années ne s'est pas manifesté au niveau du recrutement. On n'observe pour l'instant aucun changement dans les orientations des sections du Comité national, la division du travail entre les sections qui ont une vocation aréale (la 33 et la 38, peut-être aussi la 39) et les autres, qui valorisent peu ce type de profil (35, 36, 40) perdue. La division des sections du CNU pose le même problème, entre la section 15, celle des langues orientales, qui couvre notamment le turc et le kurde, et les sections disciplinaires. Notons enfin que ces dernières années, deux jeunes chercheuses formées en France ont été recrutées ailleurs en Europe : une géographe en études kurdes à l'université Exeter (Grande Bretagne, 2007) et une historienne, comme Junior Professor en islamologie/turcologie à l'université Albert-Ludwigs de Freiburg (Allemagne, 2020).

Globalement, si la distribution par discipline des enseignants-chercheurs et celle des détenteurs de HDR sont parallèles, on doit noter que les déséquilibres entre disciplines sont plus prononcés pour les seconds. La conséquence est que plusieurs disciplines n'offrent qu'un seul détenteur de HDR, alors que le nombre de titulaires y oscille entre 3 et 5, conduisant les doctorants à être dirigés par des non spécialistes de l'aire culturelle et de la langue. La solution serait un passage de la HDR plus systématique ou plus rapide dans ces disciplines, et des dispositifs facilitant ce passage. Il y a ici un enjeu qui doit être répercuté au niveau des établissements et des équipes de recherche.

À l'université de Strasbourg, la rigidité des cloisonnements disciplinaires empêche les titulaires, pourtant polyvalents, de répondre favorablement à toutes les demandes d'encadrement. À Rennes 1, c'est l'absence de laboratoire compétent sur la Turquie qui est un obstacle, malgré la présence d'une enseignante habilitée et disposée à encadrer des thèses. De même, ailleurs en province, des enseignants-chercheurs isolés peuvent encadrer des thèses, mais sont parfois réticents quand l'environnement scientifique plus général s'y prête peu, par exemple en l'absence de laboratoire susceptible de fournir un environnement adapté. En raison de ces nombreux décalages, beaucoup de thèses se font avec des directeurs non spécialistes de l'aire ou avec des formes de co-encadrement.

Des possibilités de séjour de recherche limitées

Une autre difficulté à laquelle se heurte la formation des jeunes chercheurs est la restriction des possibilités de séjour long. Malgré le durcissement du contexte politique turc et la Covid-19, l'IFEA continue d'enregistrer de fortes demandes d'aides à la mobilité et octroie des bourses d'aide à la mobilité internationale de quelques mois destinées à accueillir les jeunes chercheurs pour effectuer leur terrain de thèse (2020: 12 candidats, 5 bénéficiaires; 2021: 13 candidats, 7 bénéficiaires; 2022: 16 candidats, 10 bénéficiaires). La majorité de ces demandes concerne la Turquie contemporaine, seule une minorité concerne l'histoire. Cependant, la durée de ces bourses d'aide à la mobilité pose question: il s'agit des anciennes allocations de recherche dont la durée initialement de deux ou trois ans a été réduite progressivement pour atteindre des durées inégales selon les années, mais en forte baisse. Face à l'abondance des demandes, plus d'aides sont octroyées, mais d'une durée moindre – 8 mois en moyenne en 2018, aujourd'hui 4 mois – et éventuellement renouvelables. Dans le cadre de la formation doctorale, la durée réduite de ces bourses nuit au développement de compétences linguistiques et d'une immersion. Alors que les anciennes bourses généraient des profils de docteurs passant plusieurs années sur place, la nouvelle formule dégage des profils de doctorants n'allant sur le terrain que pour la durée de leur récolte de données, dans le meilleur des cas, et dont les connaissances linguistiques sont souvent moins approfondies; et qui passent beaucoup de temps à chercher des financements complémentaires. Le CNRS a mis en place des contrats doctoraux avec une mobilité longue dans les UMIFRE, ce qui est appréciable. Mais le nombre restreint de ces postes ne suffit pas à inverser la tendance. Un autre dispositif important qui permet de financer des bourses de terrain en Turquie sont les bourses TÜBİTAK (d'une durée d'un an): en raison de la restriction des libertés académiques, il semble que moins de doctorants français y aient recours ces dernières années. En réponse à ce durcissement, le TÜBİTAK a été l'objet d'un boycott des institutions française (CNRS, laboratoires, universités), boycott qui a affecté le flux. En outre, le TÜBİTAK a mis fin aux bourses de soutien à la recherche pour les personnes de nationalité étrangère en 2019. De ce fait, les doctorants – dont beaucoup n'ont pas eu d'occasion d'apprentissage de la langue turque en France – suivent des stages de langue en Turquie proposés par des instituts privés – notamment ceux qui peuvent se le permettre, car financés. D'autres, pour financer leur séjour en Turquie, enseignent à l'université, notamment à Galatasaray.

Concernant les études sur le domaine kurde, l'antenne de l'Institut français du Proche-Orient à Erbil (Irak du Nord), ouverte en 2012, a fourni une structure d'accueil bienvenue pour les jeunes chercheurs durant plusieurs années. Cependant, le placement en zone rouge de l'Irak du Nord par le ministère des Affaires étrangères empêche désormais l'envoi d'étudiants français. De même, les possibilités d'apprentissage de la langue sur place, au vu de la rareté de l'offre en France, sont en diminution. Le tarissement des mobilités vers l'Irak du Nord concerne aussi l'université de Dirok, qui propose des cours intensifs de kurde (de trois à six mois), mais de manière irrégulière; ils étaient de toute façon assez peu fréquentés par des étudiants venus de France. L'université de Sanandadj en Iran propose des cours de langue et littérature kurde, mais il est désormais impossible de s'y rendre pour des étudiants français. Quant aux échanges avec les départements de kurdologie en Turquie, qui concernaient l'université de Dicle à Diyarbakır, et à moindre titre l'université Alparslan à Muş ou l'université Artuklu à Mardin, ils ont chuté lorsque le gouvernement turc a mis fin à «l'ouverture kurde» en 2015, à laquelle a succédé un net durcissement du régime turc. Les possibilités de coopération et de formation à la recherche au Moyen-Orient dans le domaine kurde se restreignent, et tendent à se réorienter vers l'Europe (Cracovie, Berlin ou Exeter). Or, les échanges avec l'université Jagellonian (Cracovie, Pologne), qui avait mis en place une section d'études kurdes en 2008, se sont également réduits.

La formation à la recherche dans le domaine kurde est d'autant plus compliquée que les financements se tarissent également. L'Institut kurde de Paris attribue aux étudiants d'origine kurde des bourses émanant du gouvernement français, ce qui permet de soutenir des recherches en master et en doctorat, une initiative prise en 1983 alors que François Mitterrand était président. Si environ 540 bourses ont été attribuées depuis 1983, leur nombre est en diminution très nette; d'une cinquantaine par an au commencement du dispositif, on est passé à environ 3 à 5 bourses par an. Le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) a financé énormément d'étudiants kurdes en doctorat, dans tous les domaines, mais plutôt en Grande-Bretagne – la tendance s'est affaiblie avec les difficultés économiques que connaît le GRK. Si les universités au GRK ont embauché beaucoup de ces cohortes ayant effectué leur doctorat en Europe, cette tendance a assez peu touché la France.

Ainsi, la formation de jeunes chercheurs, bien que dynamique et alimentée par une forte demande, se heurte à d'importantes difficultés.

42—43

[II]
UNE RECHERCHE
INÉGALEMENT
DYNAMIQUE,
PARFOIS EN
DÉCALAGE AVEC
L'INTERNATIONAL

44 [III] A DES DÉSÉQUILIBRES ENTRE OBJETS DE RECHERCHE, DISCIPLINES ET THÉMATIQUES

Le champ des études sur les domaines turc, kurde et ottoman a connu dans l'ensemble un important dynamisme ces dernières années. La dimension relativement modeste du milieu explique que tout ne puisse pas être traité, et ce dynamisme est inégal selon les disciplines et les thématiques de recherche.

Si les études turques sont globalement très dynamiques, certaines disciplines semblent délaissées. C'est notamment le cas de la linguistique turque, si on en exclut la sociolinguistique et la didactique. Pour les études littéraires, tout ce qui tient à la littérature et la littérature comparée, à l'histoire et à la sociologie littéraire et à l'histoire des intellectuels est en essor à l'INALCO. Les études littéraires, après avoir été en difficulté à Strasbourg durant une dizaine d'années, y sont de nouveau investies grâce à un récent recrutement.

À Strasbourg, comme à l'INALCO, la traductologie suscite également beaucoup d'intérêt : Strasbourg dispose d'atouts pour les thèses, comme un double diplôme avec l'université Hacettepe à Ankara et un master de traduction professionnelle, même si le sous-encadrement et le cloisonnement entre écoles doctorales sont problématiques ; à l'INALCO la traductologie est en difficulté, bien qu'il existe un master de traductologie, pointu et hyperspécialisé, dont les exigences sont une gageure pour les étudiants diplômés en études turques. On envisage pour cette raison de dissocier la traductologie pure de celle appliquée au domaine turc, qui reviendrait sous le contrôle du master LLCER.

En histoire ottomane et turque, l'histoire économique – en vogue dans les années 1960-1980 – a été depuis, relativement délaissée, notamment dans ses dimensions sociales (par exemple l'histoire du travail). Néanmoins, cette évolution pourrait être infléchie, au vu de certaines thèses et recrutements récents, et de nouveaux projets de recherche.

Parallèlement, les domaines plus classiques d'érudition traditionnelle (l'édition critique de textes, la pensée et la littérature classique, etc.) souffrent toujours d'un déficit déjà relevé par le livre blanc en 2014. De jeunes collègues, non nécessairement estampillés comme « ottomanistes », sont appelés à jouer un rôle croissant pour continuer à mener à bien des travaux mettant en perspective plusieurs manuscrits signalant systématiquement les variations et les problèmes de lecture paléographique en note de bas de page. Une inquiétude s'est fait jour que les éditions critiques, qui constituent un travail énorme, se fassent de moins en moins en France – incitant à publier à l'étranger – et ne soient plus mises en valeur dans l'évaluation de la recherche. Depuis plusieurs années, dans le cursus de master LLCER turc de l'INALCO, un enseignement « Lecture de sources de l'aire turco-persane » propose aux étudiants de travailler sur des sources manuscrites, mais aussi des lithographies et des éditions critiques, afin de les familiariser avec ces différents matériaux. Dans un second temps, les organisateurs de ce séminaire incitent les étudiants à comprendre et analyser ces textes en s'appuyant sur les ressources que leur offrent les sciences sociales (histoire, islamologie, anthropologie, sociologie, etc.). Il est à espérer que soit ainsi formée la relève. Heureusement, la pérennisation du Centre d'études ottomanes au Collège de France, avec sa bibliothèque centrée sur la période dite « classique », assurera la continuité d'un précieux outil de travail.

Dans les études ottomanes, le décès de Gilles Veinstein en 2012 – qui a entraîné la fermeture de la chaire d'histoire turque et ottomane, puis l'élection d'Edhem Eldem à une « chaire internationale d'histoire turque et ottomane » (2017-2022) – a déplacé le centre de gravité de la chaire du Collège de France vers la période ottomane tardive. Le prochain départ à la retraite de Nicolas Vatin (DR CNRS / DEC EPHE), autre pilier des recherches sur les premiers siècles ottomans et actuel directeur du Centre d'études ottomanes au Collège, pourrait risquer d'accroître ce resserrement chronologique, thématique et méthodologique. Néanmoins la succession de Nicolas Vatin, le recrutement récent de deux MCF à Aix et à Paris, l'habilitation de deux autres à Paris et enfin la réorientation vers l'époque moderne d'un titulaire devraient permettre de reconstituer rapidement et de développer le pôle moderniste. Plus récemment, les premiers siècles ottomans sont investis, dans d'autres cadres institutionnels, par quelques collègues.

L'histoire des provinces arabes de l'Empire ottoman reste peu étudiée – ou peu inscrite dans le contexte ottoman ; elle l'est principalement à Aix, où l'IREMAM était auparavant moteur dans le domaine de collaboration entre arabisants et ottomanisants, mais où ce pôle a perdu en vigueur. Peu de collègues sont à la fois arabisants et ottomanisants. Au CETOBAC, une ouverture sur le Maghreb a été entreprise avec la présence d'une spécialiste du soufisme, mais n'en est qu'à ses débuts, quelques enseignants-chercheurs travaillant sur le Maghreb sont en poste à Aix-en-Provence, Paris et Montpellier. Les collaborations existantes restent occasionnelles (colloques, etc.). Sinon, le champ reste largement segmenté. On est surtout confronté, plus largement, à une forme de segmentation et à un problème de langue. On n'entend souvent sous le label « études ottomanes » seulement le turc ottoman, alors que d'autres langues de l'Empire (arménien, grec, arabe, kurde, etc.) devraient en faire partie. Ce problème ne se pose pas aussi nettement

pour l'association entre langues turciques et persan qui sont souvent mobilisées en commun dans les recherches portant sur le monde turcique. Enfin, la double maîtrise du russe et du turc, très rare dans le champ couvert par ce bilan, pénalise la recherche sur l'imbrication des deux aires culturelles correspondantes. Il y a donc une ségrégation entre langues; c'est un problème qui n'est pas nouveau en France et qui handicape depuis longtemps les chercheurs français par rapport à leurs collègues étrangers, allemands par exemple, qui maîtrisent souvent plusieurs langues orientales.

Deux tendances pourraient – si elles perduraient, voire s'intensifiaient – contribuer à remédier à cette segmentation en particulier concernant l'arabe. À Paris, d'une part, l'INALCO peut s'appuyer sur l'accueil d'étudiants formés dans d'autres langues, et sur des coopérations au sein du département Eurasie (avec les sections de kurde ou d'arménien), ainsi qu'avec le département d'arabe, au sein du laboratoire CERMOM notamment. Une licence bi-langue turc-arabe/arabe-turc a été créée: elle est peu demandée pour le moment, car compliquée à mettre en place pour les emplois de temps; mais la volonté est là. À Aix d'autre part, il n'y avait plus d'ottomanistes turcophones, mais deux ont été recrutés en 2014 et 2019. En outre, l'université Aix-Marseille a récemment mis en place un master «langue et société» qui concerne l'ensemble de l'espace arabo-musulman, ce qui pourrait alimenter un vivier d'étudiants qui maîtrisent l'arabe et le turc. Ce master offre une possibilité de se spécialiser sur le domaine turc, mais il continue d'être identifié principalement comme «arabe», la représentation du turc y reste minoritaire et surtout, il n'y a pas de moyen de poursuivre le turc à un niveau avancé.

Dans les études contemporaines, plusieurs phénomènes sont notables: tout d'abord, la montée en puissance des sciences sociales – visible dans l'évolution des profils disciplinaires des enseignants-chercheurs en poste (voir Focus N° 3) – est perceptible dans les thèmes de recherche. C'est une tendance lourde qui, en raison des recrutements de jeunes collègues issus de cette dynamique (notamment en sociologie et en science politique), devrait se poursuivre.

En second lieu, dans les études contemporaines, l'actualité politique autour de la Turquie influence les thèmes de recherche. Si l'actualité nourrit l'intérêt pour la Turquie, cette dynamique engendre également des déséquilibres – notamment une visibilité accrue de sujets «à la mode» par rapport à d'autres tout aussi, voire plus intéressants sur le plan scientifique. On peut lier également à cette tendance la création récente de structures s'appuyant sur un intérêt pour l'actualité turque: l'Observatoire Turquie (2019) du centre de recherche indépendant NORIA Research et l'Observatoire de la Turquie contemporaine de l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8, qui publie un blog depuis 2020. Ces deux dernières structures permettent de financer les doctorants et les jeunes chercheurs via des dispositifs de bourse ou la réalisation d'études, et de leur donner une visibilité. Ici, une forme d'expertise nourrit la recherche, ce qui était déjà notable dans les demandes institutionnelles (par exemple celles émanant des ministères ou des agences gouvernementales) sur des questions d'actualité; mais la quête de financement comporte le risque évident de détourner les jeunes chercheurs vers d'autres horizons que celui de la recherche académique. Cela

suscite aussi des tensions entre, d'une part, le lien à l'actualité politique dans la motivation des étudiants et, d'autre part, l'ancrage croissant dans les sciences sociales des enseignants-chercheurs qui entretiennent un rapport plus distancié aux questions de société dans leurs recherches.

Dans quelle mesure cet intérêt croissant permet-il de créer des débouchés pour des personnes formées à la recherche? Il amène une augmentation de la demande étudiante et des travaux sur certaines thématiques telles les questions urbaines, la politique étrangère et les frontières. Pour les frontières, cela est lié notamment à l'intérêt pour les questions migratoires (voir ci-après) et le thème des Syriens en Turquie – aujourd'hui plus difficile à étudier pour des chercheurs étrangers ou basés à l'étranger du fait des restrictions imposées par la Turquie. On constate également un intérêt conjoncturel, mais croissant, dans les demandes des étudiants pour des thématiques comme l'autoritarisme ou la fermeture du régime. Ces derniers thèmes recourent les travaux sur les migrations/diasporas de Turquie en France et en Europe, qui sont un domaine ancien de prédilection de la recherche française, aujourd'hui nettement moins investi dans la mesure où la Turquie est davantage étudiée comme pays d'immigration et moins comme pays d'émigration. Quand la diaspora de Turquie est investie, elle est abordée notamment par le biais de sous-groupes (les intellectuels, les mobilisations diasporiques des Kurdes et d'autres communautés, la fuite des cerveaux, etc.) et par la question de l'encadrement de la diaspora par la Turquie. Ces thèmes correspondent aux demandes des étudiants issus de l'immigration, mais aussi, assez souvent, de Turquie; or, leur formation aux questions migratoires est souvent faible. Encadrer ce type d'étudiants sur ce type de sujets en master ou en doctorat est compliqué.

Les études kurdes constituent, au niveau international, l'une des branches les plus actives des études moyen-orientales depuis une petite dizaine d'années. Le domaine a été marqué par un fort renouvellement générationnel et l'apparition d'une jeune génération de chercheurs issue en grande partie des régions à majorité kurde, notamment de Turquie et d'Irak, qui ont pour beaucoup effectué leur doctorat en Europe. La France reste relativement à l'écart de ces développements, du fait de la faible pratique du français, de la diminution des financements de recherche (voir partie I. D) et enfin, de la rareté des postes. Au niveau thématique, d'une manière générale, les études sur le domaine kurde, longtemps centrées sur «la question kurde», se sont pluralisées – en histoire par exemple, on note un intérêt croissant pour l'histoire impériale. En France, dans ce domaine, la science politique et l'histoire sont prépondérantes, et l'étude de la langue et de sa codification/canonisation à l'écrit, comme celle de la littérature, tient également une place notable, comme les études sur la migration et la diaspora kurdes. Parmi les nouveaux axes et thèmes en développement, on note le cinéma et les études de genre, mais également les *Yezidi studies* ou les *genocide studies*. L'évolution vers des axes de recherche qui dépassent la question de l'État-nation, du nationalisme et intègrent par exemple les *postcolonial studies* et l'intersectionnalité sont – comme pour les études turques – plus timides en France qu'à l'étranger. Il y a beaucoup moins de travaux en sociologie, en économie, en anthropologie.

48 [III] B UNE RECHERCHE SUR PROJETS DYNAMIQUE MAIS ORIENTÉE PRIORITAIREMENT SUR LE CONTEMPORAIN

Depuis une vingtaine d'années, suivant une dynamique commune à l'ensemble des sciences humaines et sociales, les études sur le domaine turc (mais moins celles sur le domaine kurde) ont vu la recherche par projet prendre une influence croissante. Des institutions variées ont fourni des financements de projets (CNRS, ANR, MSH, Comue, Labex, ERC, etc.) pour des montants s'élevant de quelques milliers à plusieurs centaines de milliers d'euros. Ces projets ont permis de financer des recherches, mais aussi de structurer des collectifs porteurs en termes d'avancées et de formation à la recherche. Les projets financés ont porté principalement sur le contemporain, ce qui induit des déséquilibres.

Certains de ces programmes ont porté très spécifiquement sur les domaines qui nous intéressent ici. En particulier, les études sur l'Empire ottoman tardif et la Turquie contemporaine ont été renforcées et structurées notamment via des ANR. Il existait notamment une continuité entre les ANR TRANSTUR (2008-2012) puis TRANSFAIRE (2012-2016) et le projet Émergence PROPOLPOLTUR (2016-2020), structurant des axes forts de recherches sur l'action publique, les circulations de pratiques et les questions de structuration des champs sociaux. Les premiers projets soutenus par l'ANR étaient orientés spécifiquement sur la Turquie et sa région, alors que les plus récents montrent un décloisonnement par rapport à la zone turco-ottomane par des approches comparatives ou thématiques croisant différents terrains. Ainsi, l'ANR CALOT [Les conséquences de la loyauté forcée] (2020-2023) traite de quatre cas, dont la Turquie. De même, l'ANR SPACEPOL [Space and Politics: Capital Cities as Instruments of Political Struggles and Power] (2022-2026) traite d'Ankara parmi d'autres cas de capitales. Enfin, l'ANR SHATTERZONE – Violences d'exception (2019- 2022) s'intéresse aux logiques des violences génocidaires et infra-génocidaires au Caucase et en Asie centrale, durant la longue Première Guerre mondiale, et donc traite du domaine mais dans une perspective comparative plus large.

Fig 10: Principaux projets de recherche collectifs afférents au domaine depuis 2005

Intitulé du projet de recherche	Financeurs	Structure des porteurs	Début et fin de financement
CONFLITS TIP De la friction culturelle à l'affrontement armé. Seuils, échelles et modalités de la conflictualité (Turquie, Iran, Pakistan)	ANR	CETOBaC	2006-2009
TRANSTUR Ordonner et transiger: modalités de gouvernement et d'administration en Turquie et dans l'Empire ottoman, du XIX ^e siècle à nos jours	ANR	CETOBaC	2008-2012
La candidature Turquie à l'Union européenne: la Turquie en réforme ?	MSH Bretagne	Univ. Rennes 1	2009-2010
CONFIGMED Mediterranean configurations: Intercultural trade, commercial litigation and legal pluralism in historical perspective	ERC	Univ. Paris 1 Sorbonne	2012-2018
TRANSFAIRE Matières à transférer. Espaces-temps d'une globalisation (post-)ottomane	ANR	CETOBaC	2013-2016
APOCOPE Appartenance locale et communautés politiques. Relations sociales, droits, revendications	GDRI-CNRS	CNELIAS	2013-2016
TRANSPUME Transformation du service public en Méditerranée	LabexMed – MMSH	IDEMEC – TELEMME – LA3M	2013-2017
ATLAS AMIDA	Envimed-Mistral / MSH Sud / RnMSH	Univ. Montpellier 3	2013-2017 / 2017-2018 / 2019-2020
NEORELIGITUR Nouvelles religiosités en Turquie: un réenchâtement dans un pays musulman sécularisé	ANR (Programme franco-allemand FRAL)	CETOBaC – Orient-Institut Istanbul	2014-2018
OPEN-JERUSALEM Opening Jerusalem Archives: For a connected History of "Citadinité" in the Holy City (1840-1940)	ERC	Univ. Marne-la-Vallée	2014-2019
PROPOLPOLTUR Espaces, réseaux et circulations. Les reconfigurations du politique en Turquie	Emergence (Ville de Paris)	Univ. Paris Dauphine	2016-2020
PROCIT Citoyenneté et propriété au nord et au sud de la Méditerranée (XVI ^e -XIX ^e siècle)	ANR	TELEMME – IRMC – CNELIAS – CRH	2016-2022
PROPHET Muhammad au miroir de sa communauté dans l'Islam moderne et contemporain	ANR (Programme franco-allemand FRAL)	CETOBaC – Ruhr-Universität	2017-2020
Social dynamics of Civil Wars	ERC	Univ. Paris 1 Sorbonne	2017-2021
OTTO-MED Mémoires ottomanes	Labexmed / MMSH	Univ. Aix-Marseille	2018-2019
RUSKURD Russes et Kurdes au Moyen-Orient (fin XIX ^e -XXI ^e siècles): Le facteur tribal dans les stratégies impériales	ANR	IRHis	2018-2021
CirCoMO Circulations et Consommations au Moyen-Orient	International Research Network	IFPO	2018-2022
SHATERZONE Violences exterminatrices aux marges des empires: le Caucase et l'Asie centrale, au-delà de la Grande Guerre (1912-1924)	ANR	CETOBaC	2019-2022
CALOT Les conséquences de la loyauté forcée	ANR	ENS Lyon	2020-2023
DislaTurk Islamic Studies and Turkology as Disciplines: Dynamics of two Research Fields in Upper Rhine Universities	Eucor – The European Campus	Univ. Strasbourg – Uni. Freiburg	2022-...
SPACEPOL Space And Politics: Capital Cities As Instruments Of Political Struggle And Power	ANR	CITERES	2022-2026
VERELECT La fabrique de la vérité électorale. Controverses nationales et circulations internationales	ANR	CERI	2022-2026

Réalisation: Boucly / Sources: Consultation des laboratoires de recherche. Cette recension n'est sans doute pas exhaustive, notamment en ce qui concerne les programmes financés par des MSH ou acteurs régionaux. Elle demande à être complétée et actualisée dans la durée.

Au niveau des ERC, les études sur les domaines turc, ottoman et kurde semblent bien moins représentées (ce qui les distingue des études sur le monde arabe), même si l'ERC *Social dynamics of Civil Wars* (2017-2021) a un volet sur la question kurde. Plusieurs projets ont porté sur le domaine, sans que la dimension ottomane ou post-ottomane figure au centre de leur attention – par exemple l'ERC *Mediterranean configurations* (2012-2018) et l'ERC *OPEN-JERUSALEM* (2014-2019).

Des centres régionaux ont également financé des projets de recherche collaboratifs, qui se sont avérés structurants; en particulier, la MMSH Aix ainsi que différents dispositifs qui lui sont associés (ATRI, LABEXMed, etc.) ont soutenu depuis une quinzaine d'années plusieurs programmes collaboratifs portant sur le Moyen-Orient ou la Méditerranée dans son ensemble, avec en général un volet ottoman ou turc. D'autres MSH ont soutenu des projets de plus petite envergure – ainsi deux projets intitulés « La candidature turque à l'Union européenne: la Turquie en réforme? » (2009-2010) et *ATLAS AMIDA*, respectivement financés par la MSH de Bretagne et la MSH-Sud. Par ailleurs, l'Institut thématique interdisciplinaire (ITI MAKER's) à Strasbourg a été lauréat pour la période 2022-2026; son axe II concerne l'analyse des enjeux contemporains des sociétés européennes: inégalités, mobilités, risques, ce qui devrait pouvoir constituer un support de travaux dans le domaine turc contemporain. Enfin, commence en 2022 un projet entre l'université de Freiburg et l'université de Strasbourg, intitulé « Islamic Studies and Turkology as Disciplines: Dynamics of two Research Fields in Upper Rhine Universities (DIslaTurk) ».

Les ANR franco-allemandes (ANR-DFG^[9]), que les études turques ont investies avec le projet *NEORELIGITUR* (2014-2017) portant sur les nouvelles religiosités et spiritualités dans la Turquie contemporaine, et mené conjointement par le CETOBaC et l'Orient-Institut d'Istanbul rattaché à la Max Weber Stiftung, semblent être devenues un cadre important de synergie franco-allemande, notamment autour des questions de religion. L'ANR franco-allemande *PROPHET* sur les usages du prophète Muhammad, entre le CETOBaC et la Ruhr-Universität Bochum, a en effet pris le relais. Les études turques à Strasbourg, qui se sont appuyées par le passé sur une coopération avec des universités allemandes, ont ici un rôle évident à jouer. La collaboration qui s'ébauche entre Strasbourg et Fribourg, autour d'un montage de projet sur la théologie en Turquie, semble indiquer que cette dynamique franco-allemande se consolide en Alsace.

Comme dans d'autres domaines de recherche, ces financements par projet sont devenus importants au point souvent d'être plus conséquents que les budgets récurrents des laboratoires qui stagnent, voire baissent. Ces projets permettent notamment de financer des séjours de recherche pour lesquels peu de dispositifs existent. Dans certains cas, les projets ont pu créer des espaces de sociabilités inédits entre leurs participants réguliers. Certains collègues soulignent toutefois les difficultés à mettre en œuvre des recherches de long terme, par exemple sur des corpus de manuscrits, dans le cadre de ce type de financement.

[9] DFG: *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (« Communauté » allemande pour la recherche) financée par les Länder et le gouvernement allemands.

Notons que, depuis quelques années, le CNRS envoie des chercheurs en délégation pour un à deux ans dans les UMIFRE, en particulier, pour la zone, à l'IFEA, ce qui a concerné moins d'une dizaine de chercheurs en quinze ans, mais qui constitue un dispositif appréciable, qui peut être notamment mis à profit dans le cadre de la préparation d'une habilitation.

Il est difficile de traiter de l'internationalisation dans son ensemble. On n'examinera pas ici l'intensité des collaborations internationales, difficile à saisir et à mesurer; de manière très générale, on peut affirmer qu'elles sont très denses et structurées notamment en histoire ottomane, sans doute moins dans les sciences sociales du contemporain. On traite ici de l'articulation entre recherches produites en France et à l'étranger, au niveau des tendances thématiques ou méthodologiques. On peut noter certains décalages: un certain nombre d'orientations de recherche qui se sont fortement développées dans les études sur les domaines turc, kurde ou ottoman à l'international sont relativement moins présentes en France. Dans l'ensemble du champ, comme à l'international, les études sur le genre se sont développées – et répondent à une forte demande des étudiants. Cependant, les approches intersectionnelles sont relativement peu présentes en France. C'est aussi le cas des approches post-coloniales, ou encore «subalternes». Cela est pris en charge partiellement par les études ottomanes; mais ces grilles de lectures sont peu investies par les études contemporaines dans le domaine en France. On peut noter le même décalage concernant l'histoire globale, peu pratiquée en France, à la différence de l'histoire transnationale (cf. plusieurs thèses récemment soutenues au CETOBaC; projet ANR TRANSFAIRE 2016-2020; numéro 22 de la revue *European Journal of Turkish Studies* «Transfaires d'Empire», 2016), qui a d'ailleurs permis diverses formes de décloisonnement.

À l'inverse, certaines perspectives et thématiques de recherche sont relativement plus développées en France qu'à l'international. Par exemple, la sociologie du politique s'est beaucoup développée en France sur le domaine turc, s'appuyant sur des traditions fortes comme la socio-histoire et la sociologie historique. Dans ce cas, il est parfois difficile de trouver des interlocuteurs

à l'international. On constate donc un certain nombre de spécificités, parfois de décalages, qui peuvent expliquer un relatif isolement de la recherche française dans certains domaines par rapport à l'international.

La question de la langue de publication est aussi centrale dans l'internationalisation. On reproche traditionnellement aux chercheurs français de trop peu publier en anglais, ou en turc, sans pourtant prendre en compte une évolution incontestable ces dernières décennies. On note par ailleurs des efforts notables au niveau des traductions d'ouvrages. Certaines traductions se font également vers le turc – la situation est très déséquilibrée, car les traductions du turc vers le français en SHS sont très rares. La maison d'édition İletişim constitue notamment un débouché de publication en sciences humaines et sociales en turc. Elle parvient à financer les traductions du français, qui font connaître en Turquie la recherche française^[10]. Cette tendance est cependant très inégale et la traduction nécessite des moyens conséquents qui ne peuvent être dégagés pratiquement que sur des financements de projet. Cette question se décline différemment selon les domaines. En études ottomanes, le français est encore reconnu comme langue scientifique de référence, et un certain nombre d'ottomanistes à travers le monde lisent le français – mais pas tous; ce n'est en particulier pas le cas des ottomanistes turcs, qui ne lisent pas non plus forcément l'anglais. Même dans cette situation, les publications en anglais restent nettement plus lues (et citées) qu'en français. Cependant, la recherche ottomaniste française reste connue et reconnue internationalement. Ainsi, la publication du *Dictionnaire de l'Empire ottoman* (2015) a montré que les collègues basés partout dans le monde répondaient présent lorsqu'ils étaient sollicités depuis Paris. C'est beaucoup moins le cas pour les études sur les domaines turc et kurde contemporains, champs dans lesquels le français est peu pratiqué ou pratiquement pas lu à l'international. Dans ces domaines, vouloir être lu par les collègues à l'international implique d'écrire ou de traduire en anglais, mais aussi de se familiariser avec des réseaux de recherche principalement ancrés dans le monde anglo-saxon.

Cette insertion à l'international doit être replacée dans son contexte. Rappelons que l'espace académique turc est inégalement internationalisé: alors que la majeure partie du milieu académique est uniquement turcophone, la frange du milieu académique qui est en lien avec l'international est relativement plus en relation avec la recherche anglo-saxonne qu'avec la recherche française. Ce tropisme anglo-saxon pourrait expliquer en partie un relatif désintérêt des collègues turcs pour les productions en français. Au début des années 2000, la Turquie était le 10^e pays de provenance des étudiants étrangers aux États-Unis avec environ 12 000 étudiants par an, ce qui est très important par rapport au poids démographique de la Turquie (voir Focus N° 2 sur les mobilités). Surtout, alors que la plupart des étudiants originaires d'autres pays étudient les sciences dures ou l'ingénierie, une bonne partie des Turcs étudient les sciences sociales; en outre, il s'agit souvent d'étudiants de troisième cycle^[11]. Cette exportation d'étudiants

[10] Cf. Marielle Morin, *Traduire les sciences humaines et sociales entre l'arabe, le persan, le turc et le français – Cahier du GIS*, N° 4, juin 2022, partie II, URL: <http://majlis-remomm.fr/72665>

[11] Donald Quataert, Sabri Sayari (dir.), *Turkish Studies in the United States*, Bloomington, Indiana University Ottoman and Modern Turkish Studies Publications, 2003.

a été soutenue par des dispositifs de financement du gouvernement turc, ainsi que par des dispositifs spécifiques aux États-Unis; elle est nourrie par le fait que la majorité des universités turques de niveau international sont anglophones et exportent leurs doctorants – la francophonie étant sur le déclin de ce point de vue (voir Focus N° 2). En outre, ont été créées aux États-Unis plusieurs chaires au moins en partie financées par le gouvernement turc (Harvard, Chicago, Indiana, Portland state, Georgetown). De ce fait, une grande majorité des universitaires en poste aux États-Unis travaillant sur la Turquie sont originaires de Turquie, ce qui n'est pas le cas en France – où la Turquie exporte relativement peu de doctorants; cela bien que de nombreuses personnes originaires de Turquie ayant grandi en France terminent désormais des doctorats. Le milieu académique francophone en Turquie est non seulement restreint (principalement autour des universités de Galatasaray et Marmara, ainsi que quelques individus dans d'autres institutions) mais aussi en perte de vitesse.

De même, la participation de chercheurs basés en France aux grands colloques américains (congrès annuel de la Middle East Studies Association (MESA) ou de la American Historical Association) reste très limitée. La participation aux événements européens est un peu plus importante (WOCMES, Türkologentag en Allemagne). La longueur de l'année universitaire rend difficile cette participation, ainsi que la charge d'enseignement, nettement plus lourde en France que dans d'autres pays; les financements dédiés en France à ces participations sont peut-être également insuffisants. La participation se fait plutôt par affinités électives – via des sociabilités préexistantes comme avec certains départements universitaires d'Istanbul ou de Crète, certaines associations à taille humaine comme le Comité international des études pré-ottomanes et ottomanes (CIEPO) où la représentation française a longtemps été très substantielle et encouragée par la présence de chercheurs français dans les comités d'organisation. Pour les études contemporaines, la participation aux événements même européens est assez réduite. Ainsi, très peu de Français ont participé aux conférences « Turkish Studies » tenues à l'université de Bilgi en 2012 et 2014. Il en est de même, concernant le Consortium for European Symposia on Turkey, un consortium initialement basé à Graz en Autriche et lancé fin 2015 pour former un réseau d'institutions d'études turques en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, Suède, Italie, Autriche, France) et constituer une plate-forme d'échanges académiques avec la Turquie contemporaine promouvant les jeunes chercheurs. La participation des jeunes chercheurs français (sur appel à proposition) aux colloques annuels est basse. Quand des décloisonnements se font, ils sont pourtant très heuristiques.

Il ne s'agit pas d'affirmer ici que la recherche française devrait s'aligner sur les thématiques et les manières de faire internationales, mais de souligner certaines de ses spécificités, qui sont aussi des richesses avec des apports originaux, qui gagneraient à être mieux diffusés et connus à l'international. Cette question est d'autant plus importante que de nombreux jeunes chercheurs sont formés en France sur le domaine, et ne trouvent pas facilement des postes en France, et que les post-doctorats y sont très rares, alors qu'il existe plus de post-doctorats à l'étranger.

Ainsi, les études en France sur les domaines turc et kurde contemporains, malgré leur dynamisme, restent peu lues et peu connues à l'international, et les études ottomanes en français le sont toujours – mais tendanciellement de moins en moins. La publication (ou la traduction) en anglais et en turc, y compris des articles, ainsi que la participation aux événements internationaux ou aux échanges constituent des enjeux essentiels pour une plus forte insertion, auxquels il convient de réfléchir collectivement.

56 [III] D UN BILAN DE DIFFUSION CONTRASTÉ

La diffusion des recherches se fait par l'intermédiaire de supports généralistes, mais aussi spécialisés. Il existe des collections d'ouvrages dédiés, dont la plupart concernant les mondes turc et ottoman ont un lien avec le CETOBaC et bénéficient de son soutien: collection *Turcica* chez Peteers pour les études ottomanes; collection *Meydan* chez Karthala pour les études turques, balkaniques et ottomanes tardives; notons deux nouvelles collections pour les études kurdes: chez Brill «*Kurdish Studies*» sur l'histoire kurde des XV^e-XIX^e siècles, à la direction de laquelle sont associés Ahmed Amr (INALCO) et Yavuz Aykan (Paris I); *Mondes Kurdes* chez Diacritiques dirigée par Arnaud Chabrol.

Au niveau des revues, on note les revues «historiques» *Études kurdes* et *Turcica*, revue centrale des études sur les domaines ottoman et turc au niveau international. La revue *Anatoli*, qui avait pris la succession des *CEMOTI (Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde turco-iranien)*, a arrêté de paraître depuis 2019. Dans les études contemporaines, le *European Journal of Turkish Studies (EJTS)*, publié depuis 2004, a fait le pari du numérique intégral et de l'international. En plus du français, la revue publie principalement en anglais, plus rarement en turc et en allemand. Le décloisonnement se heurte aux systèmes d'évaluation internationaux qui découragent de publier dans des revues françaises pas toujours indexées; certains collègues, notamment dans les systèmes universitaires britannique ou turc, étant évalués (et parfois promus voire rémunérés) en fonction de leurs publications dans les index internationaux, dans lesquels les revues françaises sont en général peu présentes. Ces effets des systèmes d'évaluation internationaux touchent plus fortement les collègues plus jeunes.

Enfin, notons un déséquilibre fort des moyens publics attribués à l'édition: en effet, une seule editrice professionnelle (au CETOBaC) est chargée du secrétariat d'édition de plusieurs revues (*Turcica* et *EJTS* ainsi que *Central Eurasian Reader*) ainsi que de deux collections d'ouvrages (*Turcica* et *Meydan*). De ce point de vue, les études sur le domaine turc, kurde et ottoman sont nettement moins dotés que d'autres domaines, y compris aréaux, ce qui constitue un frein à leur diffusion.

58 [III] E DES CONDITIONS DE TRAVAIL CONTRASTÉES ET ÉVOLUTIVES EN FRANCE ET EN TURQUIE

On abordera ici les questions d'accès au terrain, et de coopération scientifique franco-turque ; puis de l'accès aux sources (bibliothèques et dynamiques de numérisation).

Le dilemme de la coopération académique avec la Turquie

La Turquie a connu ces dernières années de fortes restrictions des libertés académiques ayant des effets importants sur le paysage de la recherche. La coopération doit être réévaluée suite aux purges universitaires intervenues depuis 2016, qui ont touché plusieurs collègues engagés dans une coopération franco-turque. La fermeture du régime et les purges dans l'enseignement supérieur posent de manière aiguë la question de la solidarité avec les collègues turcs visés, ainsi que de la coopération institutionnelle avec des universités turques, car une partie de celles-ci se sont faites les instruments des purges menées en leur sein par le gouvernement, qui ont touché des collègues qui étaient souvent des partenaires. Le champ de la recherche et de l'enseignement supérieur en a été lourdement et durablement affecté. D'une manière générale, les partenariats individuels et basés sur l'interconnaissance avec des partenaires institutionnels turcs, sérieux et ouverts (universités Kadir Has, Koç, Sabancı, Boğaziçi, Bilgi, Galatasaray, etc.) continuent. Cette répression pose cependant la question du boycott des institutions turques – celle du Conseil de l'Enseignement supérieur (YÖK), du CNRS turc (TÜBİTAK) et de certaines universités. Cette question fait l'objet de positionnements individuels et institutionnels contrastés – certains établissements français ont suspendu les échanges, d'autres non.

Cette situation pose aussi la question de la solidarité avec les collègues ciblés ; plusieurs initiatives de solidarité ont été menées. Le dispositif PAUSE mis en place à partir de 2016 a permis l'accueil de plusieurs

dizaines de collègues par an. Durant plusieurs années, la Turquie a été le principal pays d'origine des universitaires accueillis par ce dispositif pourtant pensé, à l'origine, pour les Syriens, et désormais plus tourné vers les collègues ukrainiens et russes. Ce dispositif récent a constitué, pour les collègues accueillis, une opportunité de poursuivre leur métier. Pourtant, il présente plusieurs limites. D'une part, concernant l'accueil : certains pôles d'études turques n'ont accueilli que peu de collègues. Certaines universités ont exigé des candidats qu'ils connaissent le français et aient déjà des liens avec l'université d'accueil ; d'autres institutions ont introduit des critères « d'excellence » ou de capacité à enseigner en français ou en anglais, ce qui a produit de grandes inégalités. D'autre part, les collègues accueillis regrettent la rareté des échanges scientifiques avec le monde académique français et, au-delà des échanges ponctuels existants, l'absence d'espaces institutionnalisés de débat et de production commune – que pourraient fournir les centres de recherche. On pourrait ainsi imaginer des espaces de présentation des travaux des boursiers PAUSE. De ce point de vue, un frein majeur est la confidentialité de l'identité des collègues accueillis, pour des questions de sécurité. Dernière limite, se pose aujourd'hui la question du devenir des collègues accueillis, après la fin de leur contrat d'un ou deux ans : au-delà de possibilités ponctuelles (financement sur un projet ANR ou accueil dans un institut d'études avancées), une réelle intégration dans le monde universitaire français demeure bien souvent inaccessible. Au final, on peut regretter que les synergies entre ces collègues accueillis et la recherche française n'aient pas été très importantes. À Istanbul, l'IFEA a continué à travailler avec des universitaires turcs qui avaient été limogés, notamment dans le cadre de séminaires, ce qui a permis de leur fournir un espace de travail et d'échange, mais aussi d'attirer de nouveaux publics.

Par ailleurs, au niveau collectif, des groupements de chercheurs ou « académies solidaires » se sont formés en Turquie^[12] ; se pose désormais la question de la place qu'ils sont amenés à jouer dans le paysage scientifique turc et des liens que le milieu académique français est appelé à construire avec eux. Cette question a donné lieu à l'organisation de journées d'études au CETOBAC les 27 et 28 juin 2022. En outre, le contexte d'incertitude des universités turques pourrait encourager à développer des collaborations avec d'autres acteurs associatifs, en lien étroit avec la recherche, mais développant aussi d'autres types d'actions : Tarih Vakfi, Hrant Dink Vakfi, AnadoluKultur. On note ainsi une pluralisation du paysage de la recherche en Turquie, avec également la création d'un collectif de jeunes chercheurs francophones en Turquie, AYAK. Là aussi, se pose la question des coopérations et des synergies que l'ESR française va entretenir avec ces nouveaux acteurs de la recherche.

L'accès aux terrains et aux sources documentaires (Turquie/ France)

Le virage autoritaire du régime n'empêche pas pour le moment le travail de terrain, sauf sur les zones déclarées « rouges » par le ministère des Affaires étrangères – pour la Turquie, ces dernières années, la zone de la frontière syrienne ; et pour les objets considérés comme suspects par les autorités

[12]

Cf. la conférence de Noémi Lévy-Aksu à l'INALCO du 7 décembre 2021 : « Production et transmission de savoirs en dehors du cadre universitaire dans la Turquie d'aujourd'hui ». URL : <https://www.youtube.com/watch?v=Yzn9X52AKRY>

turques – notamment tout ce qui touche aux Syriens présents en Turquie. Alors que beaucoup de recherches sur les questions kurdes ont été menées durant plusieurs années à partir d’Erbil, cela est rendu plus difficile par le classement en zone rouge de cette région.

En revanche, en France comme en Turquie, la pandémie a rendu plus complexe l’accès aux sources et au terrain (le CNRS a suspendu les ordres de mission durant plusieurs mois, sauf exception, du printemps 2020 à l’automne 2021). Les séjours de recherche en Turquie ont diminué durant la pandémie, mais sans disparaître.

En Turquie, les modalités d’accès aux fonds documentaires sont parfois différenciées selon que l’on est turc ou étranger ; pour accéder à certaines bibliothèques, dont le *Milli Kütüphane* (Bibliothèque nationale) à Ankara, les étrangers ont souvent besoin d’une autorisation. Obtenir une autorisation d’entrée pour étranger peut s’avérer plus ou moins compliqué selon les objets d’étude et les périodes. Plusieurs archives institutionnelles (ministères notamment) sont inaccessibles à tous les chercheurs, sauf passe-droits individuels.

D’autres bibliothèques ne pratiquent pas cet accès différencié : les bibliothèques des instituts de recherche étrangers (Institut britannique à Ankara ; IFEA, Orient-Institut (allemand), Institut néerlandais (hébergé par l’Institut Koç) et Institut suédois à Istanbul). Il y a également des gisements d’archives nouveaux ou nouvellement accessibles, hors université : par exemple la mairie métropolitaine d’Istanbul s’ouvre. Il y a de petites niches d’archives constituées par des fondations (Tarih Vakfı, TÜSTAV, etc.), des ONG (par exemple Hafıza Merkezi/Le Centre Mémoire), où l’on peut trouver des documents très intéressants, surtout sur l’histoire contemporaine.

En France, la BULAC possède un riche fonds turc, issu du fonds Jean Deny, avec des centaines de livres imprimés en ottoman, parfois un peu plus anciens. Beaucoup de documents apparaissent dans SUDOC, mais ne peuvent être communiqués facilement, car ils doivent l’être par les conservateurs, mais en consultation sur place et dans un espace dédié. La BULAC a beaucoup acheté, et il y a encore aujourd’hui une véritable politique d’achat ; en revanche, le délai de mise à disposition des livres commandés est parfois long, ce qui est problématique. La bibliothèque d’études ottomanes du Collège de France est très riche, mais privilégie l’histoire ottomane d’avant les Tanzimat ; elle s’est donnée pour vocation d’être complémentaire de celle du Grand Équipement Documentaire (GED) du Campus Condorcet, en laissant à celui-ci les acquisitions sur la période des XIX^e–XX^e siècles, et en se réservant les périodes antérieures. Il faut s’assurer que cette logique soit suivie dans la durée et que les fonds puissent être rendus accessibles. Il est prévu que le fonds Yerasimos (quelques centaines de livres sur la Turquie contemporaine principalement) y ait sa place. Il existe en France de nombreuses sources documentaires très riches qui, en raison de difficultés de stockage, d’archivage, ou institutionnelles, ne sont pas accessibles au public. À Strasbourg, la compartimentation des études fait que chaque département possède sa propre bibliothèque dans une pièce propre, depuis une quarantaine d’années. La bibliothèque du département d’études turques est riche avec beaucoup de littérature, de romans turcs, en traduction, mais aussi des revues rares, des revues d’économie, de sciences sociales, d’archéologie, etc.

Malheureusement, à cause de manque de personnel, cette bibliothèque n’est pas facile d’accès. La création d’une bibliothèque d’études orientales et proches-orientales constitue un véritable serpent de mer ; cela nécessiterait des déménagements lourds. Pour l’instant, les collections sont quasiment inaccessibles. Toujours en raison du problème de place, le département n’a pas pu accueillir les fonds de plusieurs chercheurs (Irène Melikoff, Sever Tanili, Étienne Copeaux, Klaus Kreiser à Bamberg).

Il y a en France, un peu partout, des sources importantes non répertoriées qui sont les archives de l’histoire culturelle franco-turque, depuis le XIX^e siècle et les Jeunes Ottomans. Il y a beaucoup de sources très originales que l’on ne trouve pas en Turquie et que les chercheurs turcs ne connaissent pas. Elles concernent, pour le XX^e siècle, des intellectuels turcs en exil et renseignent sur leur relation avec l’intelligentsia française. C’est important, et cela peut concerner des écrivains comme Nazım Hikmet, Tanpınar ou des universitaires exilés comme le folkloriste Pertev Boratav. Il y en a de toutes sortes, à l’UNESCO et ailleurs, dans les domaines littéraires, de l’histoire culturelle et en histoire de l’art. Il serait utile de recenser ces fonds et de les rendre visibles. Les archives de Jean Deny, centrales pour l’histoire de l’érudition et de la discipline turcologique, sont pour l’instant inaccessibles car non classées, mais il serait important de procéder à un reclassement et à un catalogage.

Les perspectives liées à la numérisation

La diminution des mobilités a également rendu centrale la question de la numérisation, qui ouvre l’accès à de nouveaux documents. En Turquie, la numérisation des archives d’État est impressionnante. Celle des archives ottomanes du *Başbakanlık*, déjà substantielle, s’est accélérée pendant la pandémie, on y a numérisé des documents par centaines, voire par milliers récemment. La fusion avec les archives de la République (*Cumhuriyet arşivleri*) pose des problèmes de recherche par mots clefs sur le catalogue mais, à condition de bien savoir manier l’outil, on s’en sort par des procédés comme l’élimination chronologique. Il n’est pas évident que ces archives restent accessibles en ligne définitivement. Cependant seuls peuvent travailler sur ces archives à distance les détenteurs d’une pièce d’identité turque.

Signalons également la riche bibliothèque de l’ISAM (*İslam Araştırmaları Merkezi*) – autrefois sous l’autorité de la Fondation de la direction des Affaires religieuses (*Türkiye Diyanet Vakfı*), désormais sous la tutelle de l’Université du 29 mai créée par cette même fondation – où la numérisation des archives des tribunaux ottomans, les registres de *kadı*, augmente de manière exponentielle. C’est une source disponible en ligne en accès direct et qui est extrêmement riche (une centaine de volumes).

L’université d’Istanbul a mis en ligne beaucoup de coupures de presse dans le cadre de son projet « Gazeteden Tarih’e Bakış » (<http://nek.istanbul.edu.tr:4444/ekos/GAZETE/>). Toujours pour la presse, le projet Gaste Arşivi a permis la mise en ligne de très nombreuses sources de presse (<https://www.gastearsivi.com/>). Les chercheurs n’en sont pas toujours informés et on pourrait recenser et rendre visibles ces initiatives pour un usage plus large. De même, ces gisements documentaires pourraient être utilisés dans le cadre de mémoires de master pour des étudiants n’ayant pas de possibilité de mobilité.

Depuis les années 2000, et notamment depuis la pandémie, beaucoup d'ONG, de plateformes, etc. ont digitalisé leurs archives (comme le Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı (TÜSTAV) par exemple pour le mouvement communiste, et plus largement le mouvement social). Cela peut constituer des sources très utiles pour la recherche, notamment sur l'histoire sociale de la Turquie. De même, une association locale de Diyarbakır et l'association AnadoluKultur ont mis en place une plateforme numérique de constitution d'archive (*Diyarbakırhafızası*/ La Mémoire de Diyarbakır, <https://diyarbakirhafizasi.org/en/about/>).

En France, les dynamiques de numérisation sont réelles, mais en retard^[13]. Comparée à la situation existant en Turquie, mais également dans des pays comme l'Allemagne, la numérisation en France est considérée comme largement insuffisante et trop lente, une insuffisance que la restriction d'accès aux bibliothèques durant la pandémie a fait ressortir. Même à la BnF on a, en ottoman, des collections de journaux importants, ou des sources du XIX^e, qui sont mal répertoriées et non numérisées. On doit signaler l'ouverture du portail des bibliothèques d'Orient, depuis 2016, à la BnF, véritable innovation pour un certain nombre de documents, notamment pour les documents cartographiques. Cela a rendu accessibles des documents qui dormaient dans les bibliothèques des diverses UMIFRE.

La BULAC a donné un accès numérique à certains quotidiens turcs – non seulement aux inscrits à l'INALCO, mais également à un public qui va au-delà de ce périmètre. Cela constitue un véritable gisement qu'il faudrait exploiter plus largement.

[13]

Cf. Mercedes Volait, Noémie Lucas, *Vers la science ouverte ? La transition numérique et la recherche sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans en France : État des lieux et perspectives*, GIS Moyen-Orient et mondes musulmans, 2020. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02937983>

64—65

[III]
PROPOSITIONS

Nos préconisations concernent prioritairement le domaine universitaire et celui de la recherche, même si le rapport met en lumière la nécessité d'intervention dans d'autres domaines (prospection et institutionnalisation de débouchés pour les diplômés en études turques, kurdes et ottomanes).

- 1 Soutenir la formation à la recherche
 - Encourager l'augmentation de la durée des bourses d'aide à la mobilité à l'IFEA, éventuellement avec l'appui du CNRS.
 - Mettre en place des bourses d'apprentissage du turc et du kurde dans la région Moyen-Orient ou dans des universités partenaires européennes pour les étudiants n'ayant pas accès à une formation suffisante en langue.
 - À terme, encourager la mise en place de doubles cursus disciplinaires et aréaux ou de passerelles. À défaut de doubles cursus institutionnalisés, mettre en place et/ou intensifier des formes de mutualisation ou de reconnaissance d'enseignements entre les établissements, en particulier au niveau des master.
 - Mettre en place une école doctorale autour de la pratique du terrain, de la pratique du turc à un niveau universitaire (travail sur les sources et lecture de la littérature scientifique dans les langues turques) pour favoriser l'ancrage dans les sciences sociales en Turquie.

- 2 Internationaliser la recherche
 - Favoriser la diffusion internationale des travaux de recherche élaborés dans l'ESR français, notamment pour les jeunes chercheurs : dispositifs d'aide à la traduction/édition en anglais, formation à la rédaction d'articles scientifiques en anglais.
 - Mettre en place des dispositifs d'aide à la mobilité pour participation à des grandes rencontres internationales (MESA, WOCMES, Congrès de la Gesellschaft für Turkologie, Osmanistik und Türkeiforschung, etc.).

- 3 Développer les enseignements de la langue et des études turques et kurdes

Notamment dans les nombreux sites où il y a une forte demande et peu d'enseignements.

 - Ouvrir un chantier autour de la mise en place d'un CAPES de turc, à la fois pour institutionnaliser et développer l'enseignement du turc, et accroître les débouchés pour les diplômés en études turques et ottomanes.

- 4 Visibiliser et rendre accessibles les sources
 - Encourager le travail sur sources et archives, localiser les archives (physiques ou numériques), les recenser, les visibiliser et les mettre en réseau.
 - Soutenir la numérisation en France, ce qui implique une visibilisation des projets déjà engagés de numérisation, mais aussi des financements de type COLLex ou *ad hoc*.

68—69

COLOPHON

Groupement d'Intérêt Scientifique
Moyen-Orient et mondes musulmans
Campus Condorcet
Bâtiment de recherche Sud
5, Cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
www.majlis-remomm.fr

Texte placé sous licence Creative Commons.
Attribution-ShareAlike 4.0
International (CC BY-SA 4.0)
<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0>



Moyen-Orient et
Mondes Musulmans
Groupement d'Intérêt Scientifique

Isbn 978-2-493818-03-4
Issn 2825-6425

